



TRAFIC INTERNATIONAL DE DROGUES

La « Mocco Maffia » menace l'Europe et l'Afrique du Nord

P 5

SALON DE L'EMPLOI
« EMPLOITIC CONNECT »

Grande affluence des jeunes dès l'ouverture

P 16

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Dimanche 26 février 2023 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5775 - 19^e année

JUSTICE TUNISIENNE



Amira Bouraoui condamnée à trois mois de prison

P 16

LE PRÉSIDENT AFFIRME QUE NOTRE PAYS EST TOUJOURS CIBLÉ PAR LA CINQUIÈME COLONNE

« L'Algérie insoumise dérange ! »

NATIONAL

- ▶ Le Président reste focus sur ses 54 engagements
- ▶ « La numérisation se fera de gré ou de force »
- ▶ Fini les CDD d'ici décembre 2023
- ▶ Exercice syndical : mettre fin à l'anarchie

INTERNATIONAL

- ▶ Diplomatie : « L'Algérie est libre dans ses décisions »
- ▶ « Tout le monde nous a tourné le dos, sauf l'Italie »
- ▶ « Des ONG hostiles inféodées aux services de renseignement »

LIRE EN PAGES 2, 3 & 4



Ph : DR

AXE BOUIRA - TIKJDA



10 morts et 30 blessés sur la route

P 16

DÉFAIT POUR LA DEUXIÈME FOIS DE SUITE EN LIGUE DES CHAMPIONS



Le CRB en quête d'une "personnalité" africaine

P 7

HIPPODROME
GUIRI AISSA - BARIKA,
CET APRÈS-MIDI À 15H30

Le duo Khalil Rohi - Moustaid, sous les feux de la rampe

P 14

LES COURSES EN DIRECT

LE PRÉSIDENT PARLE DE L'ITALIE, DE L'ESPAGNE, DES ÉTATS-UNIS, DE LA RUSSIE ET DE L'UKRAINE

« L'Algérie est libre dans ses décisions et ses relations extérieures »

Dans son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée vendredi soir, le président Abdelmadjid Tebboune a passé en revue les relations internationales de l'Algérie, en particulier l'activité diplomatique « sous-tendue par une forte économie et une stabilité sécuritaire », a-t-il souligné.

L'Algérie est en passe de retrouver son lustre diplomatique, a-t-il déclaré. On sait que le président de la République a opéré tout récemment, un important mouvement diplomatique qui concerne 24 ambassadeurs, 15 consuls généraux et neuf consuls visant à redynamiser l'appareil diplomatique du pays pour le mettre au diapason des exigences de l'heure. Lors de sa sortie médiatique, le président Tebboune a évoqué les relations avec l'Italie, qu'il a qualifiées d'historiques, rappelant qu'elles remontent à la période d'avant l'indépendance et ont toujours été bonnes. L'Algérie « est un pays qui garde en mémoire les bonnes actions à son égard et qui n'oublie point le mal qu'on lui fait, sans pour autant rendre la pareille », a-t-il fait remarquer en référence à la position de l'Italie durant la décennie de terrorisme qu'a



traversée notre pays, « tout le monde nous a tourné le dos, sauf l'Italie ».

Ces relations se renforcent de plus en plus, dans le cadre d'accords de bon voisinage et de partenariat stratégique liant les deux pays depuis l'indépendance, a affirmé le président Tebboune. Les relations de l'Algérie avec l'Italie ont été mal vues par certains pays européens, a fait observer le président Tebboune mais l'Algérie est « libre dans ses décisions et ses relations extérieures », a-t-il précisé. Par contraste, par rapport à l'Italie, le président de la République a estimé que l'Espagne avait fait un faux pas concernant la question sahraouie, le qualifiant d'"acte inamical". Conséquence : les relations algéro-espagnoles "ne

sont pas au beau fixe" et l'Algérie n'est pas responsable de cette situation, a précisé le président Tebboune. Cela étant, les relations de l'Algérie avec le peuple espagnol sont "bonnes à ce jour" et "notre respect pour le roi d'Espagne est total, et il le sait", a affirmé le président Tebboune, rappelant que l'Algérie avait gelé mais pas annulé les accords de bon voisinage avec l'Espagne.

S'agissant des relations algéro-américaines, le président de la République a affirmé que les Etats-Unis qui sont "une grande puissance", savent que l'Algérie est un "pays influent" en Afrique, dans le monde arabe et en Méditerranée. "Que les Etats-Unis sachent que nous sommes un pays ami sans parti pris avec qui-

conque", a poursuivi le président de la République, rappelant que les Etats-Unis avaient soutenu l'Algérie et son peuple après l'indépendance. Autres questions abordées par le président Tebboune : la crise libyenne, le président de la République a affirmé que toutes les "anciennes" méthodes testées avaient prouvé leur échec et attesté de la justesse de l'approche algérienne en matière de règlement de la crise dans ce pays voisin ; la question du Sahara occidental, "en suspens depuis 1975".

« NOTRE DIPLOMATIE TRAVAILLE EN SILENCE »

Parmi les annonces faites par le président Tebboune, il y a la décision de réouverture à partir de la semaine prochaine de l'ambassade d'Algérie dans la capitale ukrainienne, Kiev, prise avec le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. Elle avait été fermée pour des raisons sécuritaires", a-t-il précisé. Le président Tebboune a qualifié de normales les relations de l'Algérie avec l'Ukraine. Quant aux fortes relations avec la Russie, elles sont connues de tous, a-t-il ajouté tout en confirmant que sa visite à Moscou aura lieu en mai prochain. Le président Tebboune a refusé d'entrer dans les détails de cette visite, et la possibilité de soumettre une proposition de paix entre la Russie et l'Ukraine, déclarant : « Je ne peux pas répondre à cette question. Notre diplomatie travaille en silence, et nous parlerons de ces questions quand elles deviendront apparentes, pas avant, a conclu, sur ce point, le président Tebboune. Pour rappel, Ramtane Lamamra est membre du Groupe de contact de la Ligue arabe sur le conflit ukrainien.

M'hamed Rebah

LES CONSPIRATEURS ÉTRANGERS SONT MIS EN GARDE

« L'Algérie est un rempart infranchissable »

Depuis l'arrivée d'Abdelmadjid Tebboune au pouvoir, l'Algérie a réussi à concrétiser plusieurs de ses objectifs, sur les plans économique, social, politique et diplomatique, malgré des indicateurs économiques et financiers, qui étaient tous au rouge, un fait que seuls les ingrats ou les conspirateurs peuvent nier.

En effet, réussissant là où beaucoup d'autres ont échoué, l'Algérie nouvelle est devenue une réalité qui ne peut être contestée. À travers plusieurs sorties médiatiques, Tebboune s'est distingué de ses prédécesseurs, pour expliquer les différents aspects de sa gestion avec une symbolique absente depuis des décennies. N'en déplaise aux ennemis extérieurs, l'Algérie ne cesse de progresser de manière fiable vers les rangs des pays économiques, jouissant d'une certaine stabilité politique, sociale et institutionnelle solide, d'un État libéré de tout endettement extérieur, sans place aucune pour l'argent issu de la corruption. Des réformes politiques qui sont allées de pair avec les réformes économiques ont réveillé de gigantesques projets en sommeil depuis des décennies, avec comme unique objectif de protéger les classes vulnérables,

ainsi que les progrès réalisés par l'Algérie dans la transformation numérique, sans oublier la restauration par l'Algérie de son positionnement au niveau international. Privilégiant une diplomatie volontariste et apaisée, Tebboune s'est voulu défenseur des causes justes, de la parité et du respect mutuel dans le traitement de la souveraineté, de la dignité et de la dignité de l'Algérie. Un pays pivot qui a retrouvé son influence en Afrique, un partenaire intraitable et incontournable dans le domaine de l'énergie, qui a réussi à jeter les bases d'une fabrication intelligente et d'une agriculture moderne. Autant de mérites qui n'ont pas été du goût des lobbies hostiles à l'Algérie.

Dans ce contexte, il est utile de rappeler la multitude de fake news, visant à créer la panique à l'intérieur du pays, comme celles faisant allusion à des pénuries de produits alimentaires de première nécessité. A ce titre, il convient d'évoquer les récentes déclarations à l'APN du ministre de la santé, Abdelhak Saihi, qui a abordé « les rumeurs faisant la promotion du ciblage de l'Algérie », soulignant que « certains des voisins de l'Ouest ont répandu une rumeur de la présence d'Ebola en Algérie à la veille du

Sommet arabe ». Saihi a ajouté que « la raison était une tentative de contrecarrer l'organisation du sommet arabe qui s'est tenu en Algérie début novembre ». Devant toutes ces menaces extérieures, le président Tebboune a toujours réaffirmé que les conspirations ourdies contre l'Algérie en raison de ses positions indépendantes, son système social constitutionnel, et son émergence économique, ne feraient pas taire sa voix, se félicitant de la grande conscience des Algériens convaincus que le changement émane de l'intérieur.

« LES TENTATIVES DE DÉSTABILISATION SONT VOUÉES À L'ÉCHEC »

Une avancée qui n'a pas été sans conséquence, en effet, comme a tenté de l'expliquer Tebboune lors de son entrevue périodique avec des représentants de la presse nationale. « Les tentatives répétées de déstabilisation de l'Algérie sont vouées à l'échec grâce aux institutions de l'Etat et à la maturité politique de ses citoyens », a clamé le chef de l'Etat. Soulignant que « c'est parce que l'Algérie n'accepte pas la soumission, ce qui n'arrange pas certaines parties », Tebboune a expliqué que « ces parties

agissent sous le couvert d'organisations non gouvernementales, dont certaines sont affiliées aux services de renseignement de leurs pays », et invitant au passage ces parties à « s'intéresser aux violations commises en Palestine faisant des dizaines de morts, chaque jour, au lieu d'interférer en faveur d'espions travaillant contre leur pays ». « Nous ne nous soumettrons pas à ce type de pressions », a affirmé le chef de l'Etat. En outre, allusion faite à ces Algériens œuvrant contre leur propre pays, notamment depuis l'étranger, Tebboune a indiqué que « les individus qui œuvrent contre leur propre pays n'ont pas d'attachement algérien, trahissant leur propre patrie ». Et d'assurer que « nous sommes à l'affût de toutes tentatives ciblant le pays ».

« LA PRESSE, UN PUISSANT OUTIL CONTRE LES CAMPAGNES HOSTILES »

Par ailleurs, Tebboune a affirmé que la presse était « un puissant outil d'ancrage de la démocratie et de lutte contre les tentatives ciblant l'Algérie », appelant les journalistes algériens à « s'imposer et à démasquer les tentatives d'exploitation orchestrées depuis l'étranger ». Tebboune a affirmé que la presse nationale

pourrait être « exemplaire et influente » en région méditerranéenne, au regard des potentialités et des atouts qu'elle recèle. L'occasion était pour le président Tebboune de fustiger les allégations de certaines parties étrangères qui prétendent que « les vrais journalistes démocrates se trouvent en dehors de l'Algérie », affirmant que ces parties sous-estimaient les 8.500 journalistes, les 180 quotidiens et les 20 chaînes de télévision privées que compte le secteur.

Réaffirmant son soutien à la presse nationale, le président de la République a rappelé que la fermeture de certaines chaînes de télévision était une réponse au « chantage qu'exerçaient leurs propriétaires ». Concernant l'exercice du droit syndical, le président Tebboune a affirmé que les journalistes « sont en droit de créer leurs propres organisations syndicales, sans perdre de vue que ce qui les lie davantage n'est autre que l'éthique professionnelle ». Dans un autre contexte, il a évoqué le projet de loi sur l'Information, approuvé en Conseil des ministres et soumis au Parlement, exprimant sa pleine disponibilité à assurer les moyens nécessaires à la formation des journalistes.

Hamid Si Ahmed

RÉSOLU À RÉALISER LE DÉVELOPPEMENT DU PAYS

Le Président reste focus sur ses 54 engagements

Il semble que la course contre la montre a été engagée entre le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui tient, coûte que coûte, à honorer, durant son mandat, ses 54 engagements pris envers le peuple et ceux parmi les lobbies et autres poches de résistance à tout changement qui travaillent à contrecourant pour saper ses efforts dans le but de le discréditer aux yeux de la population, notamment à l'approche de la fin de son mandat en 2024.

«Celui qui n'est pas en mesure d'assumer ses fonctions ne devrait pas en accepter le poste», a déclaré le chef de l'État à l'adresse de ceux qui, par incompétence ou par passivité, n'arrivent pas ou ne veulent pas s'accrocher aux exigences de la nouvelle dynamique multisectorielle dans laquelle le pays s'est engagé depuis trois ans déjà. Mais c'est la suite de son intervention tenue lors de la traditionnelle rencontre avec les médias locaux, diffusée vendredi soir, qui fait réellement peur en affirmant que la cadence des efforts visant à saboter la réalisation des engagements pris allait s'accélérer, elle aussi, car beaucoup de gens attendent l'année 2024 «Welfahem Yafhem».

L'année citée coïncide avec la fin de son mandat à la tête de l'État et la tenue d'une nouvelle élection présidentielle dans le pays. Dans ses déclarations, le président Tebboune fait clairement référence à ceux qui caressent le rêve du retour aux anciennes pratiques où la corruption était érigée en constante nationale. Parmi eux les



Ph : DR

barons de l'informel, les habitués de la grande corruption, les importateurs anarchiques et le blanchiment d'argent...qui se dressent contre toute volonté du changement. Pour contrecarrer les desseins inavoués des nostalgiques de l'ancien système et de ses pratiques, le chef de l'État veut passer à la vitesse supérieure dans la réalisation des objectifs tracés. Les reproches de passivité adressées aux membres de son gouvernement appelés à fournir plus d'efforts en sont la parfaite illustration. Plusieurs chantiers ont été engagés dans le cadre de la nouvelle Algérie dans divers secteurs, la justice, la santé, l'économie, l'éducation, protection du pouvoir d'achat des Algériens entre autres. Mais nombre d'entre eux connaissent un lentement dans la réalisation d'où le ton virulent du chef de l'État à l'encontre des membres de l'Exécutif tenu lors du dernier Conseil des ministres.

« LA NUMÉRISATION SE FERA DE GRÉ OU DE FORCE »

La numérisation eu égard à son importance dans la lutte contre les pratiques de la corruption et de la bureaucrate afin de garantir l'intégrité et la transparence est de loin le chantier phare du Président. «La numérisation est réelle et fiable. De plus, elle ne ment pas, ne falsifie pas les données et fournit la

rapidité nécessaire pour résoudre les problèmes » en fournissant des chiffres exacts, a souligné le président, assurant que c'est aussi un « moyen important de lutte contre la bureaucratie et la corruption. Selon le chef de l'État l'absence de la numérisation était « un acte délibéré » susceptible de conduire à la bureaucratie et à des pratiques de corruption.

Autrement dit, concrétiser un tel projet signifie la fin de corruption ce qui n'arrange pas les affaires des corrupteurs qui s'attèlent ainsi, de leurs côtés, à saboter toutes les initiatives qui menacent leurs intérêts restreints. Il est également question pour le chef de l'État de lutter contre toute forme de bureaucratie et de la traîne dans la réalisation des projets. « Le relâchement de telle ou telle administration ou bureau d'études est désormais inadmissible. Nous sommes en passe d'opérer une révolution, il ne s'agit pas d'une opération ordinaire. Ce qui était réalisé avant en une année doit désormais se faire en deux ou trois mois, dans le respect de toutes les normes en vigueur », a-t-il averti.

« JE N'ACCEPTERAI AUCUN RETARD »

Le chef de l'État trouve, dans ce cadre, insensé de tracer un objectif allant jusqu'à 2030 pour

la réalisation d'une ligne de chemin de fer, tout en réitérant son engagement à mettre en œuvre les différents projets qu'il a promis au peuple algérien, rejetant « tout justificatif pour expliquer les retards accusés dans la réalisation des projets ». Il faut rappeler que dans le cadre de la politique de contrôle et de réduction des importations, le gouvernement est parvenu à épurer le nombre d'importateurs de marchandises destinées à la vente en l'état de 43.000 à 13.000.

Lors de la précédente rencontre avec les médias, le chef de l'État avait affirmé que la question de sa candidature à un second mandat n'est pas à l'ordre du jour. « Il est encore trop tôt pour parler de ma candidature à un second mandat. Le moment n'est pas propice pour parler d'un second mandat, et je n'y pense pas maintenant. Nous ne sommes pas aux États-Unis pour parler des élections de mi-mandat. Il nous reste plus de deux ans pour réaliser les engagements pris et ensuite c'est au peuple de juger », avait alors répondu le chef de l'État sur cette éventualité. Dans sa réplique, le Président a laissé entendre que ce qu'il intéresse réellement ce n'est pas un second mandat mais plutôt la concrétisation de ses 54 engagements pris envers le peuple.

Brahim Oubellil

ILS RECEVRONT LA MÉDAILLE DE L'ORDRE DE MÉRITE NATIONAL

Les agents de la Protection civile seront distingués par le Président

Le président Tebboune a rendu hommage aux agents de la Protection civile dépêchés en Turquie et la Syrie, saluant les efforts des équipes des secouristes algériens dans les opérations de recherche et de sauvetage. « Sauver des vies humaines n'est pas chose aisée. Le moins que l'on puisse offrir à ces agents (de la Protection civile) est la médaille de l'Ordre de mérite national », a affirmé le chef de l'État. Il convient de noter à ce propos, que la Protection civile algérienne dépêchée sur ordre du président de la République comprend un groupe de 89 agents d'intervention et de gestion des risques majeurs, classés au niveau international, répartis en brigades dont la brigade de recherche et de sauvetage-déblaiement, la brigade cynoteknique et une équipe médicale spécialisée, a été la première à se rendre sur les lieux du drame pour sauver les vies des citoyens victimes du violent séisme. En Syrie, la mission algérienne a opéré dans la ville d'Alep où elle a sauvé une vie et extrait 34 cadavres. Rappelant également, que la Protection civile est un corps riche en expériences dans le secourisme, d'abord sur le plan local, durant notamment la décennie du terrorisme, comptant parmi ses rangs des martyrs, et aussi ayant fait preuve d'accomplissement de ses missions, lors des inondations de Bab El-Oued, le séisme qui a frappé le pays en 2003, ainsi durant les incendies qui ont touché le pays les deux dernières années.

Sarah O.

EXERCICE SYNDICAL

« Un droit garanti par la Constitution »

S'agissant de la nouvelle loi sur l'exercice du droit syndical, qui constituait l'un des dossiers traités en Conseil des ministres, au moment où les transformations qui s'opéraient en Algérie nécessitaient une nouvelle organisation du champ syndical, Tebboune a affirmé que cette nouvelle loi « permettra aux organisations syndicales de retrouver leur vigueur et leur crédibilité ». Pour rappel, deux textes régissent cette loi. Le premier est relatif aux organisations syndicales et à l'exercice du droit syndical, qui vise à définir les principes et règles relatifs à la liberté d'asso-

ciation et à protéger l'exercice du droit syndical. Quant au second, il concerne la prévention et au règlement des conflits collectifs du travail, qui vise à déterminer les dispositions relatives à la prévention et au règlement des conflits collectifs du travail et à l'exercice du droit de grève. Deux textes ayant pour but de les adapter aux exigences de la nouvelle constitution de 2020, orientant l'activité des institutions en priorité vers le travail et la production.

À cet égard, Tebboune a affirmé que « l'exercice du droit syndical est un « droit garanti par la Constitution », esti-

mant « insensé, par exemple, d'avoir 34 syndicats dans un même secteur ». Dans le même contexte, le président Tebboune a souligné la nécessité de déterminer avec une extrême précision, dans le cadre de la loi, les termes de référence et les limites de l'exercice du travail syndical. En effet, selon le président de la République, la nouvelle loi vient « encadrer la création des syndicats ». « Les syndicats ne sont ni lésés ni empêchés, mais il s'agit plutôt de consacrer la loi et de mettre fin à des pratiques inacceptables », a insisté le président Tebboune. Il a cité, à cet égard, la grève, qui est en

vertu de la loi « l'ultime étape du processus de protestation, une fois toutes les étapes légales épuisées ». Des déclarations qui interviennent au lendemain de l'hommage rendu à Aïssat Idir et ses camarades, dans leur création de l'UGTA le 24 février 1956, dans le but d'organiser et rassembler les travailleurs algériens, dans la défense de leurs droits, par notamment la lutte pour l'indépendance de leur pays, dans le sillage de la guerre de la libération de tout un peuple, et puis, dans la grande lutte de la construction du pays après l'indépendance...

H. S. A.

RÉGULARISATION DES PRÉ-EMPLOIS

Fini avec le CDD d'ici décembre 2023

Le président de la République a abordé, lors de son entrevue périodique avec la presse nationale, le sujet de la régularisation des pré-emplois, annonçant que d'ici la mi-décembre 2023 il n'y aura plus de contrats à durée déterminée.

Le président Tebboune a affirmé dans ce contexte que « d'ici le mois de décembre 2023, il n'y aura plus de contrats à durée déterminée ». Il a précisé dans ce contexte que les citoyens doivent être convaincus que l'État s'emploie à prendre réellement en charge leurs préoccupations. Également le chef de l'État a fait savoir que parmi les 600 000 employés concernés par l'intégration dans des postes permanents 4000 sont dans le secteur de l'Éducation nationale et 120 000 dans le secteur économique. Notant que l'opération d'intégration aux postes d'emplois permanents concerne les bénéficiaires des DAIP et DAIS qui sont encore en poste comme l'avait déjà expliqué le ministre du Travail. « La situation des employés exerçant dans le secteur économique, public et privé, dans le cadre des contrats pré-emploi sera régularisée avant la fin 2023 », a indiqué le 29 janvier passé de Laghouat le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa, en prenant en compte certains critères ayant trait notamment à « la ponctualité et à la performance professionnelle », ajoutant que les employés concernés devraient être évalués à la lumière des rapports établis par leurs employeurs.

LES AUGMENTATIONS SALARIALES VERSÉES AVANT LE RAMADHAN

Par ailleurs, et à la même occasion, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a évoqué les augmentations salariales, affirmant que la décision de porter le taux d'augmentation des salaires à 47% à l'horizon 2024, et l'augmentation des pensions de retraites ainsi que la réduction des impôts sur le



Ph: DR

revenu, étaient des décisions inédites et exceptionnelles visant principalement l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen. En effet, le président Tebboune a précisé que « les augmentations de salaire annoncées précédemment, qui seront versées avant le mois sacré de Ramadhan, prévu le 22 ou le 23 mars prochain, sont une décision « exceptionnelle et inédite », d'autant que le taux des augmentations atteindra 47% à l'horizon 2024 ». Le président Tebboune a tenu à souligner que les augmentations des salaires annoncées, en sus des pensions de retraite et la réduction des impôts sur le revenu, s'inscrivaient toutes dans le cadre de l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen algérien. « Nous sommes conscients que le pouvoir d'achat impacte la production nationale et la qualité de vie. Les salaires » indiqua-t-il, en ajoutant « certes, ne sont pas suffisants... mais je tiens à rappeler qu'il y a pas eu d'augmentation depuis une quinzaine d'années ». Sans oublier, évoque-t-il, l'exonération des impôts pour les salariés percevant moins de 30 000 DA. Selon le Président « l'augmentation progressive des salaires actuellement se répercutera indubitablement sur le niveau de vie du citoyen, en attendant une augmentation définitive au cours de l'année prochaine », a poursuivi le chef de l'État. « Il n'est pas possible d'envisager d'autres augmentations afin de ne pas

déséquilibrer le budget de l'État et d'aller vers une inflation galopante. Les hausses doivent se faire à dose homéopathique avec comme but d'élever le pouvoir d'achat. Au fur et à mesure que le PIB augmente, les salaires augmenteront aussi, mais l'inflation doit diminuer », explique le chef de l'État. Le président de la République a soutenu, dans le même contexte, que l'État « mène une véritable bataille pour protéger le pouvoir d'achat du citoyen en luttant contre toutes les formes de spéculation et de corruption ».

LES BARONS DES PÉNURIES PAIERONT LE PRIX FORT

Dans le même ordre d'idées, le chef de l'État a rappelé les mesures coercitives prévues dans la loi relative à la lutte contre la spéculation illicite qui peuvent aller jusqu'à la perpétuité, soulignant que « la protection du citoyen est une question fondamentale ». Mettant en garde contre l'exploitation politique de la pénurie, Tebboune a assuré que « ceux qui exploitent les vivres des citoyens à des fins politiques, paieront très fort le prix ». Faisant observer que la production locale de la majorité des produits essentiels était suffisante, le Président a cité à titre d'exemple l'huile de table dont la production dépasse de trois fois les besoins réels du marché, ce qui laisse penser que la survenance d'une pénurie est « nécessairement préméditée ». Toutefois, il a expliqué que la pénurie due à la

spéculation n'était pas la seule raison derrière la hausse de certains prix, relevant l'existence d'autres facteurs, tels que la rareté de certains produits hors saison ainsi que les intermédiaires dans le processus de distribution. Cependant, il est important de rappeler dans ce cadre les mesures prises pour assurer la disponibilité des produits de large consommation pendant le Ramadhan afin de lutter contre la spéculation, et casser les prix. Les autorités concernées envisagent de mettre en place plusieurs points de vente de ces produits. Le ministre de l'Agriculture, Henni avait indiqué que « les viandes rouges seront disponibles sur le marché national dès la première semaine du mois de mars prochain à un prix fixé à 1 200 DA le kg », ajoutant que concernant les viandes blanches, « des mesures ont été prises en coordination avec l'Office national des aliments de bétail (ONAB), pour assurer leur disponibilité au tarif de 350 DA le kg à travers l'ouverture de 400 points de vente à travers le pays ». Le ministre a affirmé que « des points de vente des viandes seront ouverts à travers l'ensemble des communes du pays et les quantités de lait produites seront augmentées pour plus d'aisance dans la distribution », soulignant la disponibilité des légumes et fruits en dépit des prix élevés de certains fruits de saison et de certains légumes d'arrière-saison.

Sarah Oubraham

ONSC

Benbraham annonce la création du Forum de la société civile

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbraham, a confirmé lors d'une rencontre avec les associations de la société civile de Tipasa, que « la loi municipale est sur le point d'être annoncée ». Selon lui, « elle comprend tout un volet sur la société civile, faisant référence à la conclusion par l'observatoire de deux accords avec les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, visant à former la société civile et à réaliser l'insertion économique et professionnelle ». Dans son allocution, Benbraham a ajouté « que le forum de la société civile, qui sera formé dans toutes les wilayas du pays, sera inclus dans un décret présidentiel en tant que fonctionnaire élément du décret ». En outre, le président de l'ONSC a indiqué que « la vision politique du président de la République repose sur le dialogue, dont nous avons tiré la formule, est un forum de la société civile fondé sur la liberté et le respect en priorité loin de la confrontation », ajoutant que « l'intégration de la société civile dans le développement, représente un défi pour l'État et la préoccupation du président de la République en raison de son lien direct avec les agendas quotidiens, qui s'accomplit en représentant le citoyen et en l'impliquant, notamment à la lumière de la présence de la fenêtre démographique représentée par la ressource humaine entrant sur le marché du travail, qui dépasse le nombre de ceux qui partent à la retraite ».

H. S. A.

RÉUNION DU CONSEIL ALGÉRO-MAURITANIEN À TINDOUF « Une coopération économique fructueuse »

Sous la supervision des ministres du Commerce des deux pays, le Conseil algéro-mauritanien des hommes d'affaires a tenu sa cinquième session, vendredi à Tindouf. Dans un discours qu'il a prononcé à cette occasion, le ministre algérien Kamel Rezig a souligné « l'importance de cette rencontre, qui ira de pair avec le dynamisme économique que connaissent les échanges commerciaux entre les deux pays », notamment « dans sa dimension africaine », à la lumière de la Zone de libre-échange continentale africaine, et des « opportunités et avantages que cet accord conférerait ». Rezig a également souligné l'importance du passage frontalier de Tindouf, considéré « comme une porte d'entrée du marché ouest-africain », pointant le rôle que jouera la route de Zouérate comme « artère de base » dans l'activation des échanges inter-marchands. Pour sa part, le ministre du commerce, de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme mauritanien, Lamrabet Ould Panahi, a expliqué que les échanges commerciaux et la coopération économique fructueuses, représentent « un pari sûr », car ils constituent « une garantie pour la création de l'intégration économique souhaitée », soulignant le rôle de l'union mauritano-algérienne et du Conseil des hommes d'affaires dans ce domaine, car il est « censé incarner cette coopération et cette intégration dans tous les aspects du secteur privé. À cet égard, le ministre mauritanien a appelé les acteurs économiques des deux pays à « élargir le cercle de coopération entre eux, et à établir des partenariats bilatéraux dans tous les domaines économiques, ce qui créera une forte impulsion pour moderniser et diversifier les échanges commerciaux et d'investissement, et d'accélérer le développement entre les deux pays ».

H. S. A.

RÉUNION DE LA 15E SESSION DE LA COMMISSION MIXTE ALGÉRO-ÉMIRATIE

Cinq accords de coopération signés à Abou Dhabi

Les travaux de la 15e session de la Commission mixte algéro-émiratienne, tenue vendredi à Abou Dhabi, sous la coprésidence du ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar et du ministre de l'Économie des Emirats arabes unis, Abdullah Al-Marri, ont été sanctionnés par la signature de cinq accords de coopération.

Il s'agit d'un mémorandum d'entente de coopération industrielle et technologique, d'un mémorandum d'entente de coopération dans le domaine de l'investissement, d'un mémorandum d'entente de coopération dans le domaine de la numérisation, d'un mémorandum d'entente dans le domaine du génie sismique, outre un programme exécutif dans le domaine des spécifications et de

la normalisation, a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie. Dans son allocution lors des travaux de la Commission mixte algéro-émiratienne, Zaghdar a souligné que « la tenue de cette session constitue une occasion pour évaluer le niveau de la coopération et proposer les voies à même de le promouvoir pour être à la hauteur des aspirations des dirigeants et des peuples des deux pays », appelant « les hommes d'affaires des deux pays à établir des contacts et à intensifier les rencontres pour examiner les possibilités et opportunités à même d'accroître les échanges commerciaux et les investissements bilatéraux ». Plusieurs dossiers concernant la coopération bilatérale dans les domaines de l'investissement, des échanges commer-

ciaux, de l'industrie, de la numérisation, de la modernisation de l'administration, de l'économie numérique et des start-up, de l'agriculture, de l'environnement, du tourisme, des énergies renouvelables et des infrastructures ont été abordés. À la clôture des travaux, les deux parties ont signé le procès-verbal de la réunion englobant les conclusions de cette session, dont la tenue, en mai prochain, de la première session du conseil des affaires algéro-émirati à Abu Dhabi, de la première réunion de la commission du transport maritime prévue au 2e trimestre de 2023, outre la première session du groupe de travail algéro-émirati pour la coopération dans le domaine de l'investissement.

M.Seghilani

MAKHZEN ET TRAFIC INTERNATIONAL DE DROGUE

La « Mocco Maffia » menace l'Europe et l'Afrique du Nord

Alors que s'est ouvert à Rotterdam, le procès de Ridhouane Taghi, le présumé chef du réseau transnational Mocco Maffia, Europol (centrale européenne de police), a réussi à réunir de solides preuves impliquant cette organisation maffieuse dans le trafic international de drogue, la corruption, le blanchiment d'argent la corruption active de certains responsables politiques européens.



Ph: DR

L'enquête a également permis de découvrir les connexions entre les pontes de cette organisation et les services secrets marocains et le Makhzen. Lorsque les Pays-Bas ont légalisé le marché du cannabis dans les années 1970, des ressortissants néerlandais et belges d'origine marocaine ont puisé dans leurs liens familiaux avec des producteurs marocains de cannabis dans les montagnes. Petit à petit, les banals dealers ont fait prospérer leurs affaires grâce au trafic de haschich avant de faire la jonction avec les cartels sud-américains spécialisés dans le trafic de cocaïne, une drogue plus lucrative. Le puissant cartel de la drogue Mocco Maffia est né de cette jonction durant les années 1990. Travaillant principalement depuis la Belgique et les Pays-Bas, il contrôle aujourd'hui un tiers du marché européen de la cocaïne. Ridhouane Taghi qui est poursuivi pour son implication dans 13 assassinats de journalistes ayant enquêté sur les activités du réseau maffieux, d'opposants

marocains et de personnalités politiques se targuaient de s'offrir les services de toutes les institutions belges, espagnoles et néerlandaises grâce à la corruption qui est le principal catalyseur du trafic de cocaïne d'Amérique latine vers Rotterdam et Anvers via l'Afrique.

DES TENTACULES JUSQU'EN AMÉRIQUE LATINE

Pour les cartels de la drogue d'Amérique latine, la capacité de la mafia Mocco à corrompre les responsables gouvernementaux en a fait un allié stratégique. Les échanges audio interceptés via l'application Sky ECC révèlent comment les membres de Mocco Maffia se sont vantés d'avoir soudoyé des douaniers dans le port de Dakar, qui est utilisé comme point de transit. De même, les dockers d'Anvers et de Rotterdam sont payés jusqu'à 100 000 € pour déplacer les conteneurs afin d'éviter les contrôles de police et de douane. Les trafiquants de drogue latino-américains ont de plus en plus utilisé le Maroc et, autres trafiquants implantés au Maroc et en Europe, comme la

Mocco Maffia, pour leur commerce transnational de cocaïne. Les cartels colombiens et mexicains ont utilisé le groupe pour faciliter l'acheminement de la drogue vers l'Europe via la ville d'Algésiras, dans le sud de l'Espagne. En peu de temps, la Mocco Maffia est devenue un important groupe de trafiquants en Europe et un sous traitant pour le Makhzen. Ses liens avec des groupes criminels organisés au Maroc et en Amérique Latine en font une menace persistante et croissante pour l'Europe, les États d'Afrique du Nord et leurs populations. Ils sont 17 à comparaître aux côtés de Ridhouane Taghi, un néerlandais originaire du Maroc, considéré comme le chef de l'organisation criminelle, et 16 complices pour 13 meurtres et tentatives de meurtre. Si le sang coule autant, c'est pour préserver le contrôle d'un trafic de drogue international qui pèse des milliards d'euros. 110 tonnes de cocaïne ont été saisies par les douanes belge et néerlandaise dans les ports d'Anvers et Rotterdam, mais en réalité, ici, transiteraient dix fois plus de drogue,

cachée dans les 12 millions de containers déchargés sur les docks. C'est Europol qui par le biais d'une messagerie électronique, a permis les arrestations. Les messages interceptés étant sans ambiguïté : la drogue, les assassinats commandités, la corruption. Les conversations numériques ont gardé toutes les traces de ce réseau sans foi, ni loi, ultraviolent. Thibault Lefèvre, grand reporter à France Inter, s'est rendu à Amsterdam. Ultra-sécurisé est un terme faible pour définir les contours du procès de Ridhouane et ses comparses : militaires lourdement armés et drones à l'extérieur. Fenêtres cloisonnées, la lumière du jour n'entre pas dans la salle d'audience. Tous les protagonistes sont séparés par du vitrage blindé, les avocats des parties civiles plaident le visage masqué. Les journalistes ne peuvent ni filmer, ni enregistrer, ni photographier, ni même dessiner. Le frère du témoin clé, tué. Son avocat, tué. Et le journaliste d'investigation Peter de Vries, très en vue dans cette affaire puisque témoin à la barre, assassiné en pleine rue, le 6 juillet 2021.

Quand une voiture bélier défonce les locaux du journal *The Daily Telegraph*, en représailles à une couverture très documentée, ou quand Marieke De Witte, qui travaille pour l'agence de presse néerlandaise ANP reçoit des signaux d'intimidation caractérisés, la pression sur l'information n'est pas qu'une vue de l'esprit.

ON SE DEMANDE ALORS DEVANT CES FAITS D'UNE VIOLENCE INOUIË SUR LE SOL EUROPÉEN, COMMENT LA MOCRO MAFFIA EST À CE POINT MÉCONNUE EN FRANCE OU EN ESPAGNE ?

Le grand reporter de France

Inter apporte son analyse : "Il n'y a pas de leader, on peut toujours considérer que le chef présumé est Ridhouane Taghi, en réalité, ce sont plusieurs groupes criminels qui travaillent ensemble un jour et peuvent s'opposer le lendemain, d'où les règlements de comptes, les meurtres".

On est loin des organisations mafieuses fonctionnant avec un système pyramidal à l'ancienne, comme Cosa Nostra en Sicile. Les nouveaux groupes reprennent le symbole de la pieuvre aux multiples tentacules. Si Ridhouane Taghi – la peine à perpétuité est requise – passe sa vie derrière les barreaux, cela ne signifie pas pour autant la fin de la Mocco Maffia.

Tant que les containers arriveront à Anvers, Rotterdam et ailleurs, le trafic rémunérateur ne se tarira pas. Et comme le fait remarquer Thibault Lefèvre dans une de ses chroniques, « c'est un jeu d'enfant de circuler sur les docks d'Anvers et d'approcher les containers pour récupérer la marchandise. Pas de police, pas de télésurveillance, cela pose question".

Et cette puissance, il la doit à ses liens avérés avec les services secrets marocains et le Makhzen d'où le potentiel danger qu'il représente pour les pays du sud de l'Europe et l'Afrique du nord notamment l'Algérie devenue sa cible depuis la normalisation des relations diplomatiques du Maroc avec l'entité sioniste.

Les saisies importantes de drogue effectuées par les services de sécurité prouvent que le Maroc mène une « narco-guerre » à l'Algérie, une guerre contrée par les services de sécurité qui ont prouvé leur efficacité à déjouer, jusque-là, les plans du Makhzen.

Slimane B.

DÉBUT DES TRAVAUX DE LA RÉUNION SUR LE SAHEL À ALGER AUJOURD'HUI

Des réponses locales pour en finir avec les interventions étrangères

Les travaux de deux jours de la seconde réunion sur le Sahel, s'ouvrent aujourd'hui, à Alger, avec la participation de hauts responsables des pays du Sahel aux côtés de membres des Assemblées parlementaires régionales, des victimes du terrorisme, des représentants de la société civile, des représentants des Nations unies, de l'Union africaine, d'experts des questions de sécurité et des savants religieux.

Cette rencontre, qui intervient dans un contexte particulier, marqué par la volonté réaffirmée des pays concernés, de multiplier les efforts notamment en matière de coordination et de concertation sur la sécurité du Sahel, la lutte contre le terrorisme, en vue de sortir cette région du tourbillon du terrorisme et aller sur la voie de la sécurité et la stabilité, garant de tout développement, intervient aussi suite aux résolutions adoptées par le Parlement international lors de son 1er Sommet mondial sur la lutte contre le terrorisme, septembre 2021 à Vienne. Les délégations des pays du Sahel ont commencé à arriver, dès les premières heures, de la journée de samedi, à Alger, pour prendre part à cette ren-

contre sur le Sahel. L'aéroport international d'Alger, Houari Boumediène a vu l'arrivée, pour ne citer qu'eux, le vice-président du Conseil de transition de Burkina-Faso à la tête d'une importante délégation ainsi que le vice-président du parlement sénégalais pour participer avec les autres participants, à la seconde réunion sur le sahel, qu'abrite durant deux jours, le Centre international des Conférences, Abdelatif Rahal, club des Pins. Avec la participation de membres du groupe consultatif de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, il est aussi question de la participation des parlementaires, d'experts et de savants religieux ainsi que des responsables locaux de la région du Sahel.

Une rencontre qui devrait marquer l'ancrage de l'approche visant à promouvoir, des solutions basées, sur le développement socio-économique, la promotion de l'éducation et le discours religieux non violent en amont avec la lutte contre le terrorisme. Une démarche porteuse de réelles réponses, au vue des expériences passées et en cours dans certaines régions du monde, ou les interventions militaires étrangères et les ingé-

rences ont été en faveur de l'activité des groupes terroristes et le discours religieux extrémiste. Alger qui dans son rôle de promoteur de solutions adéquates à la réalité de la région du Sahel, compte peser durant ces deux jours, pour consolider davantage l'approche visant la traduction des solutions locales, à même d'apporter la stabilité et le développement, et faire éloigner toute perspective de voir cette région de l'Afrique être le

théâtre de réponses par les interventions militaires étrangères, lesquelles ont montré amplement leurs échecs dans certains pays du Sahel et ailleurs, dans la lutte contre le terrorisme, car étant plus un prétexte pour servir les intérêts des promoteurs de l'interventionnisme militaire dans les zones de tensions, de crise ou d'activités de groupes terroristes.

Karima B.

DOUBLE MEURTRE D'ALGÉRIENS À LA MECQUE

L'Algérie suit le cours de l'enquête

L'Office national du pèlerinage et de la Omra a assuré, hier, que toutes les mesures nécessaires en coordination avec le Consulat général d'Algérie à Jeddah et l'agence de tourisme Anwar El-Sabah ont été prises, suite à l'incident tragique qui a causé la mort de deux pèlerins algériens en Arabie saoudite.

D'après les autorités sécuritaires saoudiennes, un individu de nationalité algérienne aurait poignardé des pèlerins algériens dans un hôtel, entraînant leur mort. Les autorités ont arrêté le suspect et ont pris les mesures légales nécessaires à son encontre, avant de le présenter devant le parquet. La police de la Ville Sainte a confirmé son arrestation. « Le suspect, de nationalité algérienne a poignardé deux pèlerins de la même nationalité dans un hôtel, ce qui a entraîné leur mort. Il a ensuite pris la fuite, mais a été arrêté par les autorités et présenté devant le parquet », a-t-on fait savoir.

M. Seghilani

LA GUERRE EN UKRAÏNE

Un tournant dans l'avènement d'un nouveau monde multipolaire

Lorsque le président de la Russie, Vladimir Poutine, annonça, il y a une année, le 24 février 2022, le lancement d'une « opération militaire spéciale dans le Donbass, pour dénazifier et démilitariser l'Ukraine », beaucoup se demandaient de quoi il voulait parler et s'il ne s'agissait pas d'un voyage pour remonter le temps ? Les nazis n'avaient-ils donc pas disparu ?



« LA GUERRE EN UKRAÏNE A DONC DES RAISONS ÉCONOMIQUES À L'ORIGINE, ET COMME PARTOUT, LE POUVOIR RÉEL EST DÉTENU PAR CEUX QUI DÉTIENNENT LE POUVOIR ÉCONOMIQUE »

Après le coup d'État du « Maidan » en 2014 opéré avec l'aide active des États-Unis, contre un gouvernement jugé pro-russe, l'Ukraine a disparu des radars des médias dominants alors qu'une véritable guerre a été déclenchée par l'armée ukrainienne contre les populations civiles du Donbass et de Donetsk, régions frontalières avec la Russie, qui subissaient un véritable « nettoyage ethnique ». Vu d'ici, on ne saisissait pas bien pourquoi les autorités de Kiev menaient une guerre contre leur propre peuple, ces Ukrainiens de l'Est, en majorité russophones, qui ont eu pourtant le sang mêlé avec les Ukrainiens de l'Ouest, durant la guerre contre le fascisme hitlérien. Pourquoi Kiev a décidé de lancer une véritable guerre ethnique tuant 14 000 « russo-ukrainiens » depuis 2014. Une politique d'exclusion et de marginalisation leur était appliquée par l'interdiction de la langue russe même dans les écoles. Après avoir résisté avec des moyens d'auto-défense, cette population civile, qui subissait des bombardements de plus en plus violents, demandait protection et rattachement à la mère patrie, la Russie (dont elle faisait partie mais qui fut rattachée à l'Ukraine par les dirigeants de l'époque de l'URSS). Le Kremlin finira par accéder à cette demande plusieurs années après et le président Poutine annonça, le 24 février 2022, une « opération militaire spéciale » pour la « dénazification et la démilitarisation » de l'Ukraine, à la faveur de laquelle les Républiques autoproclamées du Donbass et de Donetsk redeviendront russes après un référendum. La Russie, qui avait « la preuve documentaire que l'armée ukrainienne se préparait à une incursion militaire massive dans le Donbass » a devancé les plans de Kiev en lançant cette opération. Les chiffres de l'organisation de la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE) montrent d'ailleurs une augmentation des bombardements de l'armée de Kiev dans cette région dans les jours qui ont précédé l'intervention de la Russie. Après huit ans de bombardements du Donbass et de Lougansk, le capital financier et le complexe militaro industriel dominant aux États-Unis et le reste de l'Occident poussent à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et à une troisième guerre mondiale avec une puissance nucléaire ! La ligne rouge a été largement franchie pour la Russie qui a dû réagir pour faire face à la guerre que lui livre la coalition impérialiste atlantique. Ceux qui n'ont pas suivi les événements en Ukraine depuis 2014 se demandaient si Poutine, en annonçant cette opération ne jouait pas une partition d'avant-guerre. Les nazis n'avaient-ils pas disparu depuis la victoire des Alliés sur l'armée hitlérienne ? Ou alors s'étaient-ils réfugiés dans un bunker à Kiev ?

Pour l'historienne marxiste, Annie Lacroix-Riz, l'origine de cette guerre impérialiste en Ukraine remonte à peu avant la fin de la seconde guerre mondiale quand les Américains ont exfiltré et récupéré pas moins de 250 000 anciens nazis allemands, dont le général de la Wehrmacht, Pierre Guillaud. Il a été recruté et installé au centre de recyclage de Munich avec pour mission de « s'occuper de l'Ukraine ». Dans son livre : « Ukraine, histoire d'une guerre impérialiste ? (et synarchie) » cette historienne souligne que : « L'Ukraine a fait baver tous les impérialismes, tout le monde se goinfre et se partage le morceau », depuis les années 1890 avec la découverte des minéraux dans ce pays, considéré comme « la caverne d'Ali Baba ». Cette guerre impérialiste a été menée par le capitalisme financier occidental pour s'accaparer les richesses de l'Ukraine et la couper de l'URSS puis de la Russie afin d'affaiblir et d'« endiguer » cette dernière devenue une puissance concurrente des États-Unis. Comme toutes les guerres, la guerre en Ukraine a donc des raisons économiques à l'origine, et comme partout, le Pouvoir réel est détenu par ceux qui détiennent le pouvoir économique. L'actuel conflit en Ukraine plonge ses racines dans la seconde guerre mondiale dans laquelle l'URSS a payé le plus lourd tribut (21 Millions de victimes) dans la lutte contre le fascisme (292 000 pour les États-Unis). On assiste aujourd'hui, en Ukraine, à une réhabilitation des anciens collaborateurs du régime nazi auxquels on élève des monuments. En réalité, cette récupération a débuté dès la fin de la seconde guerre en Mai 1945, lorsque les Américains ont financé l'exfiltration d'anciens nazis, dont l'ukrainien Stepan Bandera qui était par ailleurs totalement soumis aux évêques de l'Eglise orthodoxe comme l'évêque de Lviv, qui a servi le Reich. Bandera a aidé l'Allemagne pour « manger l'Ukraine ». Il sera ensuite sollicité, avec d'autres éléments terroristes de son groupe, pour aider les Américains à « manger la Russie », comme il avait aidé l'Allemagne à « manger l'Ukraine », mais celle-ci sera finalement libérée par l'Union soviétique. C'est ce Bandera, collaborateur des nazis, traître à son pays, qui est ressuscité maintenant comme un héros par Zelenski. Une fois installés en Ukraine, avec l'aide des nazis à la fin de la guerre puis des néo-nazis, les Américains ont bien sûr voulu garder toute l'Ukraine, ce nouvel Eldorado, pour eux seuls. Ils ont déstabilisé ce pays en 2004 avec « la Révolution orange » puis en 2014 avec le coup d'État du « Maidan » qui va renverser le gouvernement légal-jugé pro-russe -pour le remplacer par un gouver-

nement désigné directement par Washington. Les manifestations du Maidan vont également aboutir à la création au sein de l'armée ukrainienne du régiment Azov, un groupe formé de volontaires néo-nazis et d'extrême droite pour combattre la Russie et les « pro-russes » dans le Donbass. Selon l'historienne Annie Lacroix-Riz, c'est Victoria Nuland, l'actuelle Sous-secrétaire d'État pour les affaires politiques, présente sur place à Kiev où elle distribuait des gaufres aux manifestants-qui a désigné par téléphone, les nouveaux gouvernements post-Maidan en Ukraine où « elle fait la pluie et le beau temps ». Nuland est juive, comme la plupart des oligarques qui dirigent les États-Unis (et l'Ukraine). Les plus grands magnats de la finance et de l'industrie dans le monde sont des juifs, comme Krupp, Rockefeller, Rothschild... etc. Pourtant les États-Unis avaient fait un procès à Nuremberg, à la fin de la seconde guerre mondiale, au groupe Krupp (Acier) pour « crimes de guerre » (parmi les onze procès de ce tribunal international tenu en zone d'occupation en Allemagne). Le groupe était accusé d'avoir permis l'armement des forces armées hitlériennes et même eu recours à l'emploi de prisonniers de guerre (dixit Wikipédia). Lors du procès, Alfred Krupp a déclaré : « nous pensions qu'Adolph Hitler nous fournirait un développement sain, et il l'a fait ». Mais comment expliquer aujourd'hui ce recours à des groupes fascistes et néo-nazis, réhabilités pour servir les intérêts de classes au Pouvoir ? Pour les capitalistes, l'argent n'a pas d'odeur, pas de couleur et pas de religion ? Et l'holocauste, la Shoah, l'anti-sémitisme, tout cela c'était juste de la propagande ? Ces oligarques juifs, néoconservateurs dont Nuland, Wolfowitz (Banque Mondiale), George Soros et bien d'autres, sont considérés parmi les principaux acteurs du mondialisme ou du globalisme, aux commandes aux États-Unis et qui dominent l'économie mondiale. Mais pourquoi l'impérialisme anglo-saxon fait bon ménage avec le néo-nazisme ? A-t-il besoin de tels mouvements terroristes et extrémistes pour sa survie ? Lors des crises (comme celle que traverse le capitalisme financier en ce moment) les classes bourgeoises au pouvoir ont-elles besoin de guerres pour s'accaparer de nouvelles ressources et de nouveaux marchés ? Et comme ces classes ne veulent pas envoyer leurs enfants faire ces guerres et que celles-ci coûtent beaucoup d'argent, qu'elles sont devenues anti-populaires, c'est alors plus simple pour elles de faire faire ces guerres par d'autres. Il suffit de payer des « élites », des politiciens, des médias, des Nouvelles technologies, pour élaborer des théories et des doctrines qui vont justifier ces guerres par procuration menées avec des groupes extrémistes et terroristes, en Ukraine, comme cela s'est déjà fait ailleurs, en Afrique/Moyen Orient.

L'EX-CONSEILLER À LA SÉCURITÉ NATIONALE DU PRÉSIDENT CARTER : « L'UKRAÏNE SERAIT L'UN DES PIVOTS DE LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE DU XXI SIÈCLE »

L'Ukraine, devenue un terrain conquis pour les multinationales américaines, celles-ci ont investi dans l'énergie, l'armement, les terres agricoles (40 % des terres cultivables contrôlées par des capitaux américains), le médicament (Voir le scandale des biolabs dans lequel est impliqué le fils du président Joe Biden) etc. L'Ukraine, « la caverne d'Ali Baba et des 40 voleurs » regorge de toutes sortes de ressources naturelles et de minerais, dont certains sont rares, comme le titane, qui représente un énorme intérêt pour les États-Unis. Le titane, un métal rare et cher sur le marché, est utilisé dans la fabrication des technologies militaires et donc de l'industrie militaire nécessaire à l'empire américain et dans le secteur aéronautique et spatial. La guerre n'est même pas terminée que les oligarques américains et leurs valets européens consacrent déjà des réunions à la reconstruction de l'Ukraine et pour savoir comment se partager le morceau ! Mais l'oncle Sam a dit que le choix était fait et ce sera le grand Fonds d'investissement Black Rock, qui va rafler la mise pendant que les Européens se lamentent que leur allié américain ne leur ait rien laissé ! « Détruire... Morceler, l'idéologue néo-conservateur Karl Rove résume cette stratégie en des termes simples : « nous, Américains, nous sommes un Empire... Nous sommes les acteurs et les producteurs de l'Histoire ». Et il ajoute : « à vous tous, il ne vous reste qu'à étudier ce que nous créons ». Et aujourd'hui cet empire en crise, menacé de l'intérieur, cherche à « détruire » la Russie, devenue une puissance gênante et à s'accaparer totalement l'Ukraine, la porte d'entrée de la zone stratégique de l'Eurasie. L'importance du « pivot eurasiatique » a été montrée par le géopoliticien américain et Ancien conseiller à la sécurité nationale sous le Président Carter, Zbigniew Brzezinski dans son livre « Le Grand Échiquier. L'Amérique et le reste du monde ». Il expliquait pourquoi « l'Ukraine serait l'un des pivots de la géopolitique mondiale du XXI Siècle. Aussi, la question géostratégique qui se pose aux États-Unis, en tant que puissance mondiale, est de prévenir l'émergence d'une puissance eurasiatique qui s'opposerait à la suprématie impérialiste américaine ? Pour Brzezinski : « la façon dont les États-Unis gèrent l'Eurasie est d'une importance cruciale. Toute puissance qui le contrôle, contrôle, par là même, deux des trois régions les plus développées et les plus productives ». C'est pour cela que l'Ukraine, qui relie l'Europe occidentale et l'Eurasie, est d'une importance stratégique. En coupant l'Ukraine de la Russie, celle-ci s'en trouverait affaiblie. Et pour cause : « les trois quarts des ressources énergétiques connues y sont concentrées... Ce qui fait du contrôle de l'Eurasie un enjeu pour la domination mondiale. Comme les États-Unis sont trop éloignés géographiquement de l'Eurasie, pour occuper une position dominante, ils soutiennent l'Ukraine, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan, considérés tous les trois comme des pivots géopolitiques. Or depuis 2013, la Russie s'est mise à développer le « pivot » eurasiatique, avec la Chine (sur le plan économique et sur le plan militaire) et à travers l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), dont l'Iran deviendra membre à part entière en 2021 et où sont présents l'Ouzbékistan, le

Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Inde, le Pakistan et la Turquie. Cet espace géostratégique est également celui du projet chinois, « la route de la soie ». Selon Paul Craigs, « l'objectif de Washington est une guerre plus large » et Washington est en train de l'élargir encore. « Les néoconservateurs juifs déments, qui contrôlent la politique étrangère américaine », incitent d'autres pays à entrer en guerre avec la Russie », écrit cet analyste, Républicain, ancien Secrétaire d'État au Trésor américain. Selon cet observateur : « le Kremlin n'a pas pris au sérieux la Doctrine Wolfowitz », qui ne laisse que deux choix à Moscou : « La Russie peut renoncer à sa souveraineté ou la Russie peut détruire l'Occident. La Russie n'a pas d'autre alternative. Le monde entier doit comprendre cela ». Cette doctrine de l'ancien président de la Banque mondiale, rappelle celle de Zbigniew Brzezinski, sur l'Ukraine comme « pays pivot » pour le contrôle de l'Eurasie, d'où l'intérêt stratégique à chasser la Russie de l'Ukraine en lui livrant une guerre de proximité dans le but de détruire sa puissance et pouvoir ensuite s'attaquer à la Chine en empêchant l'alliance entre ces deux pays. « Maintenant, malheureusement, nous voyons que l'idéologie du nazisme – sous sa forme moderne – crée, à nouveau, des menaces directes pour la sécurité de la Russie. Nous sommes, encore et encore, obligés de repousser l'agression de l'Occident collectif », « Incroyable mais vrai : nous sommes à nouveau menacés par des chars Leopard allemands avec des croix, et qui viennent à nouveau combattre la Russie sur le sol ukrainien avec les descendants de Hitler et les bandéristes », a déclaré le Président russe Vladimir Poutine, à Volgograd, lors de la célébration du 80ème anniversaire de la Victoire du peuple soviétique à la bataille de Stalingrad.

« SI L'IMPÉRIALISME ANGLO-SAXON A ÉTÉ LE GRAND VAINQUEUR DE TOUTES LES GRANDES GUERRES JUSQUE-LÀ, CETTE FOIS EN UKRAÏNE, LE MONDE MULTIPOLAIRE SERA LE GRAND VAINQUEUR »

Si l'impérialisme anglo-saxon a été le grand vainqueur de toutes les grandes guerres jusque-là, cette fois en Ukraine, ce sera le monde multipolaire le grand vainqueur. La guerre en Ukraine sonne le glas de la domination unipolaire impérialiste sous la bannière américaine et marque l'avènement du nouveau pôle des puissances émergentes réunis au sein des BRICS+ ... Les anciennes puissances occidentales devront composer avec ce nouveau pôle car les peuples ne veulent plus et ne peuvent plus supporter l'hégémonie dévastatrice de la super-puissance américaine dont les actes deviennent trop dangereux pour la survie de l'humanité. L'Occident, en phase déclinante, doit accepter ce nouveau monde multipolaire sinon il se condamne lui-même à disparaître. Dans cette guerre en Ukraine, que la Russie est en train de gagner, selon les avis de plusieurs observateurs et analystes occidentaux, se joue le sort du monde. Comme en 1945 lorsque la Russie soviétique a infligé une défaite au fascisme hitlérien, la Russie sous Poutine est en train d'infliger une défaite aux impérialistes et aux oligarques qui veulent maintenir le reste du monde sous leur domination pour l'éternité. C'est pour cela que le combat de la Russie aujourd'hui est celui de tous les peuples qui veulent vivre libres et indépendants sans l'épée de Damoclès au-dessus de leur tête.

Par Houria Ait Kaci (Journaliste)

**S
T
R
O
P
S**

DÉFAIT POUR LA DEUXIÈME FOIS DE SUITE EN LIGUE DES CHAMPIONS

Le CR Belouizdad en quête d'une "personnalité" africaine

Le triple champion d'Algérie en titre, le CR Belouizdad, continue de nourrir les ambitions d'accrocher une première étoile africaine sur son maillot en visant un trophée continental qui manque à son riche palmarès, et ce, à l'occasion de sa troisième participation de suite dans la prestigieuse épreuve interclubs, à savoir la Ligue des champions africaine.

Il fait dire qu'en dépit de la domination copieuse qu'est en train d'imposer le CRB sur le championnat national pour la quatrième saison de suite, les espoirs de ses fans de voir leur équipe faire de même sur la scène continentale se fondent vite comme neige au soleil.

Le "Chabab", est né grand en 1962, étant donné qu'il s'agissait du premier club algérien à avoir alimenté la sélection nationale par pas moins de sept joueurs titulaires lors de la CAN-1968 en Ethiopie. Les joueurs en question ont pour noms : Mohamed Abrouk, Kamel Lemoui, Ahmed Zitoune, Hassen Djemâa, Djilali Selmi, Mustapha Dahleb, Hassen Lalmas, Hassen Achour et Mokhtar Kalem.

Il s'agit aussi du seul club algérien qui a remporté la coupe maghrébine des clubs champions à trois reprises consécutives, et ce, dans les années 1970, 1971 et 1972.



Il est également le seul club africain à avoir remporté dix titres pour ses premières dix années d'existence.

Ce n'est pas tout, puisque le CRB est l'un des clubs algériens les plus titrés sur le plan national, avec pas moins de 23 trophées, dont neuf en championnat, huit en coupe, une coupe de la Ligue et deux super-coups. Mais tous ces titres n'ont pas suffi pour que les Rouge et Blanc parviennent jusque-là à s'offrir le trophée africain, devenu, au fil des années, une tâche difficile pour les gars de "Lâaquiiba". Ces derniers n'ont pas fait mieux d'ailleurs qu'une qualification aux quarts de finale dans toutes leurs participations dans l'épreuve africaine.

Le CRB, version 2022-2023, ne ressemble nullement au CRB de la saison passée sur le plan continental, en dépit des gros moyens dont il dispose et la riche expérience qu'il a réussi à s'adjuger au prix de ses précédentes participations de rang dans la Ligue des champions.

Le football africain ne reconnaît pas l'expérience et les traditions, sinon les Soudanais d'Al-Hilal, le club qui compte le plus grand nombre de participations dans les coupes africaines, auraient raflé plusieurs titres. Le MO Béjaïa n'aurait pas aussi atteint la finale de la coupe de la CAF

en 2016 pour sa première participation dans cette épreuve. Le CRB, qui semblait bien armé sur le plan continental, voit pourtant ses joueurs écopier de cartons gratuits, tout en faisant preuve d'énormes erreurs, et surtout d'une étonnante naïveté. La version actuelle du Chabab est en train, et jusqu'à preuve du contraire, de faire un pas vers l'arrière. Les deux défaites d'affilée lors des deux précédentes journées de la phase des poules de la Ligue des champions face à l'ES Tunis, à domicile, et El-Mereikh du Soudan, sur terrain neutre, laisse prédire que le représentant algérien ne fera pas long feu dans cette compétition.

La direction du CRB, qui s'est passée des services de l'architecte du précédent titre en championnat national, le Brésilien Marcos Paqueta pour le faire remplacer par Nabil El-Kouki, semble avoir fait de faux calculs. Même cas de figure aussi en matière de recrutement avec l'arrivée de plusieurs joueurs qui n'ont encore rien apporté de plus à l'équipe.

Ainsi avec cette mauvaise gestion conjuguée à une naïveté sur le terrain, il y a lieu de faire remarquer que le CRB n'a pas encore une "personnalité" africaine, et ce, jusqu'à nouvel ordre.

Hakim S.

SÉLECTION NATIONALE

Andy Delort dans de mauvais draps

L'attaquant international, Andy Delort, gracié par Djamel Belmadi en octobre dernier, aura du mal à gagner une place en sélection nationale à l'occasion de la double confrontation contre le Niger en mars prochain dans le cadre des qualifications à la CAN-2024 en Côte d'Ivoire.

L'attaquant algérien a encore rendu une mauvaise copie sous le maillot de sa nouvelle formation française, le FC Nantes, qu'il a rejoint en janvier dernier, et ce, lors de l'élimination des "Canaris" en 16es de finale de l'Europa League.

Delort et ses camarades ont chuté à domicile contre la Juventus sur le score de 3-0 en match retour, dans un match que l'attaquant de pointe des Verts a débuté comme titulaire avant d'être remplacé à la mi-temps à cause de sa petite prestation du jour. En fait, il



s'agissait de la première rencontre du désormais ex-joueur de l'OGC Nice avec Nantes en Europa League, sachant qu'il comptait, avant cela, quatre

matchs avec son ex-formation cette saison dans le cadre de la Coupe de la Conférence européenne. Le joueur de 31 ans échoue également, et pour le

sixième match de suite, à renouer avec les filets avec sa nouvelle équipe, pour laquelle il a déjà joué en championnat et coupe locaux, ainsi qu'en cette épreuve de l'Europa League. Tout cela est en train de jouer un mauvais tour à l'intéressé, qui revient d'une blessure, et qui risque de l'éloigner des rangs des Verts lors de la prochaine échéance, compliquant davantage les affaires de Belmadi qui n'a pas vraiment une grande marge de manœuvres concernant le poste d'avant-centre.

Il n'est ainsi pas à écarter de voir le coach national faire appel aux services de Baghdad Bounedjah, qui n'a plus été convoqué en sélection depuis la précédente CAN, d'autant plus que le natif d'Oran semble avoir retrouvé le sens de but qui lui avait fui tout au long de l'année 2022.

H. S.

EL-OUED. ZONE DE CAMPMENT TOURISTIQUE

Des perspectives pour le développement de l'investissement

Les responsables d'El Oued fondent de grands espoirs sur la zone de campement touristique de la wilaya pour développer l'investissement, promouvoir et y exploiter les grandes potentialités existantes.

Les promoteurs ont commencé à exploiter les potentialités de ce campement touristique, créé durant le dernier trimestre 2022 coïncidant avec le lancement de la saison touristique dans le sud du pays. Cette zone qui vient à point nommé répondre aux attentes des investisseurs, s'inscrit dans le cadre des mesures prises par les autorités locales tendant à promouvoir les opportunités d'investissement dans le domaine du tourisme saharien en s'appuyant sur des alternatives viables créatrices de richesses, leviers de l'économie nationale, a souligné le directeur du Tourisme et de l'Artisanat (DTA), Djilali Chamani. Cet espace, destiné à accueillir les projets d'investissement, s'étend sur une superficie de 5.600 ha extensible, entre les communes de Nekhla et Douar El-Mae, au Sud d'Oued Souf, précisément dans la région appelée "Bir-Bahadi". Le campement touristique offre les conditions idoines dont les potentialités naturelles favorables, parmi lesquelles notamment le sable et le couvert végétal, a indiqué le même responsable. Dans l'optique de s'impliquer dans cette démarche, une dizaine d'agences de voyage ont d'ores et déjà retiré le cahier des charges, dont les dispositions, établies par des spécialistes dans le domaine, déterminent les questions relatives à la régulation de l'activité touristique saharienne. La future zone permettra aux propriétaires d'agences concernées de mener de nombreuses activités liées à la relance du tourisme saharien, y compris l'artisanat traditionnel, l'art culinaire et les activités sportives sur sable, a précisé le DTA. Cet espace touristique devra contribuer également à l'essor économique touristique de la région à la faveur des avantages et facilités préconisés en faveur des opérateurs liés, notamment, à l'exonération des droits et taxes, ainsi que d'autres prélèvements fiscaux et



parafiscaux, a-t-il expliqué. Ayant fait l'objet des préoccupations formulées par les investisseurs de la wilaya, cette zone est appelée à donner un nouveau souffle à l'industrie touristique et de promouvoir la destination El-Oued en améliorant les prestations touristiques, a indiqué M. Chamani.

35 OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT EN COURS À OUED-SOUF

Trente-cinq (35) projets d'investissement, en cours de réalisation, viendront renforcer les structures d'accueil du secteur du tourisme de la wilaya, avec une capacité d'accueil de 3.492 lits. Ces projets, une fois réceptionnés viendront s'ajouter aux quatorze (14) hôtels existants qui totalisent 1.876 lits, a précisé le directeur de wilaya du tourisme et de l'artisanat. Ces opérations entrent dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale portant création d'opportunités d'investissement efficaces susceptibles de booster la dynamique économique hors hydrocarbures. A ce titre, les pouvoirs publics ont émis des propositions, inscrites pour étude, en vue de la réalisation de trois nouvelles zones d'expansion touristiques (ZET) localisées au niveau des communes d'Oued El-Alenda (15 km Ouest d'El-

Oued), Kouinine (7km Nord de la wilaya) et la commune de Hassi-Khelifa (30 km Est de la wilaya), en plus de la ZET classée de la région "d'Ouaziten", entrée Ouest de la ville aux milles coupes, d'une surface de 48 ha extensibles à 67 ha. Selon M. Chamani, ces opérations d'investissement devront générer, une fois opérationnelles, à court et moyens termes, plus de 2.000 emplois et des richesses, dont commerciales notamment. Les activités touristiques dans la wilaya d'El-Oued seront également étoffées par la création de 68 nouvelles agences touristiques, a indiqué ce responsable, ajoutant que cette dynamique que connaît le secteur est confortée par le foisonnement d'atouts et autres facteurs d'attrait touristique, dont des sites et vestiges uniques en leur genre, ayant fait de la région une destination privilégiée des touristes nationaux et étrangers, attirés également par les produits de l'artisanat. Les vastes étendues sablonneuses qui tapissent à perte de vue la région et bien d'autres facteurs naturels font partie des diverses potentialités qui séduisent des promoteurs touristiques et des jeunes désirant investir dans le tourisme saharien à la faveur des avantages et facilités préconisés en leur direction.

TOUGGOURT. SANTÉ Nouveaux projets pour améliorer les prestations

De nombreux projets sont en cours de réalisation dans le secteur de la santé de la wilaya de Tougourt susceptibles d'améliorer les prestations de santé et de renforcer les capacités de la prise en charge dans cette nouvelle collectivité, a-t-on appris auprès de la wilaya. Parmi les nouveaux projets figure un hôpital de 240 lits, au chef-lieu de wilaya, dont les travaux enregistrent un taux d'avancement de plus de 97%, a-t-on expliqué. Cet établissement de santé, dont la réception est prévue au mois d'avril prochain, et qui sera doté de divers services médicaux, assurera des soins de qualité au profit de la population de la région, selon la même source. Cette future structure, en cours de réalisation selon les normes modernes, est composée de trois étages qui englobent plusieurs pavillons et espaces médicaux, dont un service de réanimation et de soins intensifs (18 lits), des services d'hospitalisation et d'isolement, un bloc opératoire (6 salles), ainsi qu'un service de traitement de l'insuffisance rénale, d'imagerie médicale, de radiologie numérique, un service de rééducation et une pharmacie hospitalière, selon la fiche technique du projet. Le secteur de la santé de la wilaya sera renforcé également d'un hôpital de 60 lits, en chantier dans la commune de Timacine qui sera mis en service courant 2023, et une structure similaire dans la commune de Mégarine, a-t-on indiqué à la wilaya. Il s'agit aussi du lancement de plusieurs opérations de réhabilitation de salles de soins et de polycliniques réparties entre les communes de la wilaya, lesquelles seront renforcées par un système de numérisation pour assurer une meilleure efficacité en matière de gestion, notamment le traitement des dossiers des patients et d'assurer ainsi des soins appropriés, a-t-on ajouté. La wilaya de Tougourt a bénéficié, au titre de ces efforts, d'un autre projet pour la réalisation d'une école de formation paramédicale, dont le chantier sera lancé prochainement, a-t-on fait savoir.

BLIDA. HABITAT

Levée des obstacles sur des projets de réalisation de milliers de logements AADL

Les services de la wilaya de Blida ont pris, en coordination avec l'Agence nationale d'amélioration et du développement du logement (AADL), une série de mesures à même de lever les obstacles sur les projets de réalisation de milliers de logement de type location-vente, a indiqué le wali de Blida, Ahmed Maabed. En marge d'une visite d'inspection de nombre de chantiers pour la réalisation de milliers de logements AADL, effectuée jeudi en compagnie du directeur général de l'AADL, Fayçal Zitouni, le wali de Blida a précisé, dans une déclaration à la presse, qu'il avait été convenu de mettre en place deux commissions techniques regroupant des directeurs exécutifs et des experts de l'Agence ainsi que des chefs de daïras et des présidents d'APC afin d'étudier les dossiers en suspens. Il a également été décidé, a-t-il dit, de lever tous les obstacles sur les projets de réali-

sation de ces logements, notamment en termes de raccordement aux voiries et réseaux divers (VRD). Parmi les projets visités par M. Maabed, il y a lieu de citer le projet de réalisation de 3000 logements dans le quartier Driouche dans la commune de Bouarfa, dont les travaux de raccordement au réseau électrique étaient à l'arrêt en raison de l'opposition d'un propriétaire de terrain concerné par le transfert de la ligne électrique de moyenne tension. Suite à quoi, le wali a ordonné le lancement des travaux de transfert du réseau et le raccordement du site en question. Dans le même quartier, M. Maabed s'est enquis de l'état de l'assiette réservée à la réalisation de 1000 logements AADL, dont les travaux n'ont pas encore été lancés en raison de l'opposition de certains citoyens qui réclament la propriété du terrain, en dépit du fait que l'Agence avait présenté les documents attes-

tant que l'assiette relevait du domaine de l'Etat.

A ce propos, le wali a ordonné à l'entreprise de réalisation de lancer immédiatement les travaux. Dans la ville de Meftah (à

l'Est de Blida), le wali a inspecté le projet de réalisation de 6500 logements à "Haouch Errih", à proximité du pôle "Safsaf", où il a été convenu d'exploiter les locaux et nombre de logements

situés au rez-de-chaussée dans le cadre du service public (des bureaux de poste ou des dispensaires), en vue de prendre en charge les préoccupations de la population.

M'SILA. FORÊT D'EL HAMEL

Lancement d'une opération de reboisement

Une opération de reboisement a été lancée la semaine passée à la forêt de la commune d'El Hamel dans la wilaya de M'sila et ce dans le cadre de la réhabilitation du Barrage vert, ont indiqué samedi les services de la wilaya. L'opération de plantation, sur une superficie de 250 hectares, englobe des arbustes du pin d'Alep, du caroubier et du pistachier, a précisé la même source, expliquant que "cette opération d'envergure sera concrétisée en 2023". Elle s'inscrit dans le cadre de la réhabilitation du Barrage vert dans sa partie relevant de la wilaya de M'sila qui contribuera à préserver le couvert forestier de la région du Hodna, à augmenter la production de caroubier et

de pistache et à créer des postes d'emploi au profit des familles riveraines, a-t-on expliqué. Des opérations de réhabilitation du Barrage vert ont été mises en œuvre progressivement au cours de l'année 2022, ont rappelé les services de la wilaya, indiquant qu'elles cibleront en dix ans (2020-2030), trente six (36) communes totalisant une superficie de 438.350 ha, sur la base d'une étude réalisée par le Bureau national d'études pour le développement rural (Bneder). Cette réhabilitation consiste en la concrétisation de multiples opérations de reboisement, de création de surfaces réservées aux pâturages ainsi que des aires d'attractions, a-t-on ajouté.

ÉTATS-UNIS

À Seattle, un opéra en porte-voix des Afghanes

La réalisatrice afghane Roya Sadat était sur le point de lancer la production à Seattle d'un opéra tiré du roman "Mille soleils splendides" lorsque lui est arrivée la nouvelle de la chute de sa ville natale, Hérat, aux mains des talibans.

Pour sa première incursion dans la mise en scène d'opéra, Roya Sadat mène l'adaptation du best-seller de son compatriote Khaled Hosseini, sorti en 2007, qui brosse le destin de deux femmes aux vies marquées par la répression des droits et libertés sous le joug brutal des talibans dans les années 1990. D'abord conçu comme un regard sur cette page sombre de l'histoire de l'Afghanistan, cet opéra n'avait soudainement plus rien d'historique au moment où les fondamentalistes reprenaient le pouvoir dans le pays en août 2021. Leur retour transformait à la fois le monde de Roya Sadat et celui auquel elle voulait donner vie sur scène. Il ajoutait à l'importance de ce spectacle, alors que les talibans resserraient méthodiquement leur emprise sur les libertés des femmes, après avoir pourtant juré qu'ils régneraient différemment cette fois. "Quand j'ai commencé, je me disais +Essayons d'avoir plus d'éléments symboliques, et d'alterner entre le surréel et le réel+", se rappelle Roya Sadat lors d'un entretien à l'AFP avant la première représentation de l'oeuvre, le 25 février à Seattle, dans l'Etat de Washington (nord-ouest). "Pour moi, le changement n'a pas été qu'émotionnel. Il a affecté la façon dont j'envisionnais la structure de l'opéra, et j'ai décidé qu'il faudrait que j'utilise plus de réalisme et que je mette en évidence la réalité de la situation", des couleurs aux costumes en passant par la scénographie, poursuit-elle.

Cette situation, sur le terrain, la cinéaste ne la connaît que trop bien, après avoir dû se battre lors du premier passage au pouvoir des talibans, lorsque les arts étaient sévèrement contrôlés, avant de devenir l'une des premières réalisatrices du pays à l'issue de leur renversement en 2001. Au



Ph: DR

coeur de ses films, dont "Three dots" et "A Letter to the President", se trouvent les femmes et leur persévérance face à l'adversité. Un thème que Roya Sadat a retrouvé dans "Mille soleils splendides" et qu'elle continue d'explorer dans l'opéra du même nom, récit selon elle de la résilience des femmes, "toujours les premières à souffrir" des conflits et de la violence politique. "Les femmes sont aujourd'hui les seules à mener une courageuse dissidence en Afghanistan", affirme-t-elle. "Même si les talibans les torturent, même s'ils les bannissent, elles gardent leurs voix." Avec cet opéra, "nous appelons à ce que cette voix soit bien écoutée".

TRADITIONS MUSICALES MÊLÉES

La compositrice Sheila Silver a commencé à travailler sur l'oeuvre il y a près de quinze ans, ayant trouvé en cet ouvrage la matière pour un opéra, avec la profondeur des personnages de Laila et Mariam et leur lien forgé au milieu de vies ballottées par les bouleversements politiques et familiaux. "L'opéra est quelque chose qui est hors du commun, et elles sont hors du commun", dit-elle. "Leur résilience et leur amour l'une pour l'autre les nourrissent, et elles survivent grâce au pouvoir de cet amour." Pour son travail, avec le librettiste (auteur du livret) Stephen Kitsakos, Sheila Silver a mêlé les usages occidentaux de

l'opéra avec ceux de la musique d'Afghanistan. Elle a étudié les traditions musicales hindoustanie -- "la musique classique de l'Afghanistan", dit-elle, présente dans le pays depuis le XVIe siècle -- et en a incorporé ses structures mélodiques et harmoniques. L'opéra ouvre ainsi avec le violoncelle répondant au bansuri (une flûte en bambou), le tout sur un bourdon traditionnel (un accord longuement maintenu), qui situe l'auditeur, même sans costumes ou décor. Pour un spectacle où les voix sont l'alpha et l'omega, la consultante culturelle afghane Humaira Ghilzai a notamment travaillé sur le langage corporel, afin de ne pas avoir sur scène "un paquet de gens en robes afghanes parlant et marchant comme des Occidentaux", et aider à entraîner l'assistance dans "un monde différent". En plus de contribuer à plusieurs événements organisés par l'Opéra de Seattle mettant à l'honneur la culture et l'art afghans, elle a cherché à rapprocher la communauté afghane de ce monde mal connu de l'opéra -- comme il l'était pour elle -- et à encourager davantage de "croisement des cultures". Elle et Roya Sadat ont partagé les efforts visant à rendre l'oeuvre plus authentique, précise-t-elle, ainsi que le sentiment de devoir attirer les regards vers la situation "bouleversante" du pays que sa famille a fui en 1979 lors d'un autre violent chapitre de son histoire.

IRAK

Le musée de Bagdad ouvre enfin les week-ends et gratuitement

Admirant d'imposants "lamassu", de fabuleux taureaux ailés de Mésopotamie, et des sculptures murales assyriennes vieilles de 2.700 ans, des dizaines de visiteurs irakiens ont profité vendredi d'une balade au musée national de Bagdad, qui désormais ouvre ses portes gratuitement un jour du week-end. Dans un Irak qui retrouve un semblant de normalité après des décennies de conflits, le musée de Bagdad, fondé en 1926 pour raconter 7.000 ans d'histoire, a enchaîné ces dernières années les fermetures et les réouvertures, au gré des soubresauts de l'actualité politique. Fermé pendant trois ans à partir de 2019, en raison de manifestations puis de la pandémie de Covid-19, le musée avait rouvert ses portes en mars 2022. Il pouvait être visité en semaine, du dimanche au jeudi, de 09H00 du matin à 13H00, et fermait vendredi et samedi. "À partir d'aujourd'hui, le musée



ouvrira également tous les vendredis pour accueillir gratuitement les familles irakiennes et les touristes, de 09H00 à 17H00", confie à l'AFP le directeur du Conseil irakien des Antiquités, Laith Majid Hussein, au milieu d'un flot de visiteurs. Vendredi matin, des dizaines d'Irakiens, venus en couple, entre amis ou encore en famille avec les plus jeunes dans des poussettes, ont pu déambuler dans les galeries du musée, selon un correspondant de

l'AFP. Certains se prenaient en photo devant deux lamassu, créature mythique moitié homme moitié taureau ailé, découverts sur le site d'une cité assyrienne et remontant au 8e siècle avant J.-C. Il y a également des miniatures en ivoire finement sculptées, utilisées pour décorer palais et mobilier royal, datant de la période néo-assyrienne (911-612 avant J.-C) et retrouvés sur le site de Nimrod (nord). Ahmed Mozher, avocat de 35 ans, est venu avec

son épouse Farah. "C'est la première fois", reconnaît-il. "On a l'impression de remonter le temps en voyant de telles créations, tant de civilisation, c'est un sentiment indescriptible". Il se réjouit de voir les familles faire le déplacement avec leurs enfants. "C'est important de leur apprendre cette Histoire, pour qu'elle soit héritée de génération en génération." L'Irak est le berceau des civilisations de Sumer, d'Akkad, de Babylone et d'Assyrie, auxquelles l'humanité doit l'écriture et les premières villes. Le pays a souffert du pillage et du trafic d'antiquités, après l'invasion américaine de 2003 puis avec l'arrivée du groupe Etat islamique.

Le musée de Bagdad n'a pas été épargné par les pillages en 2003, dans le chaos ayant suivi l'invasion contre Saddam Hussein. Sur les 15.000 pièces volées à l'époque, les autorités n'ont pu en restituer qu'un tiers.

"NOSTALGIA" Le "Théâtre du point" revient sur les planches

La coopérative le "Théâtre du Point" annonce son retour sur les planches avec sa nouvelle production "Nostalgia", mise en scène par Lakhdar Mansouri, a-t-on appris auprès de la coopérative. Prévue le 2 mars prochain au Théâtre municipal d'Alger-centre, "Nostalgia" est une adaptation de la pièce "L'histoire des ours pandas racontée par un saxophoniste qui a une petite amie à Francfort", du dramaturge franco-roumain Matéi Visniec, traduite par Abdelmadjid Al Haouasse, et interprétée par le duo de comédiens Assma Cheikh et Fethi Mebarki. "Nostalgia" restitue la quête de sens et de compréhension d'un artiste en mal de reconnaissance et s'inscrit dans la ligne artistique du "Théâtre du Point" qui tend à raconter l'Humain. Fondée en 1995 à Oran, la coopérative le "Théâtre du Point" compte plusieurs productions à son actif, présentées en Algérie et à l'étranger, notamment "Kalaat al Karama" (2013), "Maroud el Houwa" (2005), "Mara Mara" (2002), "Kannet Lila" (1997), et "Al-Qina'e" (1995).

SÉRIE TÉLÉ

La quatrième saison de "Succession" sera la dernière

Clap de fin pour le mastodonte de HBO: "Succession" se terminera avec sa quatrième saison, diffusée fin mars, a annoncé le scénariste et producteur britannique de la série dans un entretien au magazine New Yorker publié jeudi. "Je n'ai jamais pensé que cela pourrait durer pour toujours. La fin a quasi toujours été présente dans mon esprit", a expliqué Jesse Armstrong. "J'ai eu une réunion avec les autres scénaristes avant que l'on commence à écrire la saison 4, vers novembre ou décembre 2021 et j'ai dit: +Ecoutez, je pense que cela devrait être la fin. Mais qu'est-ce que vous en pensez?+ (...) et la décision de terminer (la série) s'est renforcée à travers l'écriture", a-t-il raconté. Auréolée d'un succès à la fois populaire et critique, "Succession", produite par HBO, est une chronique noire et grinçante d'une puissante famille qui se déchire pour prendre le contrôle d'un conglomérat, notamment médiatique. Le premier épisode a été diffusé en 2018. Le programme a obtenu une pluie de récompenses, notamment celle de meilleure série dramatique en 2022 aux Emmy Awards, équivalent des Oscars de la télévision américaine. La série s'inspire de traits d'humour noir des empereurs des médias Sumner Redstone et Rupert Murdoch, dont le groupe News Corp est l'un des plus grands empires médiatiques au monde avec notamment les chaînes du réseau Fox ou les journaux The Times et The Sun au Royaume-Uni.

Les courses en direct



HIPPODROME GUIRI AISSA - BARIKA
DIMANCHE 26 FÉVRIER 2023 - PRIX : RYME- PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 100 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ -QUARTÉ-QUINTÉ

Le duo Khalil Rohi - Moustaid, sous les feux de la rampe

Ce dimanche 26 février, l'hippodrome de Barika avec ce prix Ryme réservé pour chevaux de trois ans et plus arabe pur né-élevé ne s'étant pas classé parmi les trois premiers d'une épreuve depuis septembre passé, nous propose un quinté ou la logique est incertaine du fait de la présence de certains éléments de renoms tels que : Nourkhan, Cellamare, Aoures, Eclair et même Dardaline auront quand même le désavantage d'effectuer leur course d'entrée comme dit l'adage : la forme bat la classe alors méfiance.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. CHAKETTE. N'a jamais rien fait de probant. Barré.

2. KHALIL ROHI. Ce cheval descend de catégorie ici d'autant que sa course d'entrée du 11 février n'a pas été trop insignifiante. À revoir.

3. CELLAMARE. Ce mâle alezan de huit ans n'a pas couru depuis le 23 juin passé, je crains qu'il va manquer de rythme. Tâche délicate.

4. MOUSTAID. Ce poulain de quatre ans fils de Nowan est là pour disputer la victoire. Base de jeu.

5. NOURKHAN. Ce cheval n'a pas été revu en piste depuis janvier 2022 soit plus d'une année, je trouve qu'il n'a que la monte à son avantage.

6. FEL EL NASR. Je trouve que ce cheval mérite qu'on lui accorde un

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
KH. ZIDI	1	CHAKETTE	MS. GUEHIOUCHE	56	5	PROPRIÉTAIRE
M. BOUKHALAT	2	KHALIL ROHI	F. CHAABI	55	7	O. GUITOUN
ML. GUEHIOUCHE	3	CELLAMARE	ML. GUEHIOUCHE	54	10	PROPRIÉTAIRE
A. AMEUR	4	MOUSTAID	O. CHEBBAH	54	9	A. CHEBBAH
N. GUENDOZ	5	NOURKHAN	AH. CHAABI	54	14	H. FERHAT
AC. DJEBBAR	6	FEL EL NASR	A. HAMIDI	54	12	PROPRIÉTAIRE
M. SEMMOUNE	7	ECLAIR	JJ:SH. BENYETTOU	53	11	A. CHEBBAH
R. MISSAOUI	8	AOURES	CH. ATTALLAH	53	1	A. CHEBBAH
ABI. KHODJA	9	JAWAD EL MESK	AP:Y. MOUISSI	53	12	A. CHEBBAH
M. BENKOUIDER	10	DARDALINE (0)	D. BOUBAKRI	52	6	PROPRIÉTAIRE
M. SEMMOUNE	11	GHALI D'HEM	T. KOUAOUCI	52	2	PROPRIÉTAIRE
N. BELARBI	12	FAUXID	EH. CHAABI	52	8	PROPRIÉTAIRE
Y. DELALDJA	13	SIODATA	AN. CHAABI	51	3	W. CHAABI
HARAS EL HANIA	14	GYNETTE D'HEM	JJ:MS. AIDA	51	4	PROPRIÉTAIRE

crédit. le lot n'est pas passez consistant à l'arrière. Outsider assez intéressant.

7. ECLAIR. Assez longtemps absent des pistes. Peu probable.

8. AOURES. Un vrai casse-tête. Absent des pistes depuis le 04 mai 2022, mais monté par un jockey qui ne monte qu'à bon escient. Méfiance.

9. JAWAD EL MESK. Rien de probant. Barré.

10. DARDALINE. Cette jument aussi accuse une absence assez longue depuis août passé. Outsider moyen.

11. GHALI D'HEM. Pas évident.

12. FAUXID. Tâche difficile. À revoir.

ver ses marques. À revoir.

13. SIODATA. cette jument tourne autour du poteau, elle va être notre outsider préféré.

14. GYNETTE D'HEM. Cette pouliche n'arrive toujours pas à retrou-

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

4. MOUSTAID - 2. KHALIL ROHI - 6. FEL EL NASR- 10. DARDALINE- 8. AOURES

LES CHANCES

7. ECLAIR- 13. SIODATA

2022, année la plus meurtrière en Somalie pour des civils depuis 2017

2022 a été l'année la plus meurtrière en Somalie pour des civils depuis 2017, notamment à cause d'une augmentation d'attaques commises par les terroristes shebab, indique le secrétaire général de l'ONU dans un rapport au Conseil de sécurité rendu public mercredi. "Les attaques continues des shebab, qui ont entraîné des violations des droits humains, des violences sexuelles et une forte augmentation du nombre de victimes civiles, sont inquiétantes", estime Antonio Guterres dans ce document. Entre fin août 2022 et début février, la mission de l'ONU en Somalie a enregistré une augmentation de 153% du nombre de victimes civiles, à 1 059 dont 382 morts, la plupart imputées aux shebab, précise-t-il. "L'augmentation du nombre de victimes fait de 2022 l'année la plus meurtrière pour les civils en Somalie depuis 2017", déplore le chef de l'ONU. Revenu au pouvoir en mai 2022, le président Hassan Cheikh Mohamed s'est engagé dans une "guerre totale" avec les shebab. Cette offensive, appuyée par la force de l'Union africaine en Somalie (Atmis) et des frappes aériennes américaines, a permis de reconquérir de vastes territoires de deux États du centre du pays, l'Hirshabelle et le Galmudug. Mais les shebab continuent de contrôler de larges pans du territoire et mènent régulièrement des attentats meurtriers. Dans son rapport, Antonio Guterres exhorte les autorités somaliennes à veiller à ce que leurs mesures de "contre-terrorisme" ne portent pas atteinte à la liberté d'expression.

Démantèlement d'une bande de trafiquants de drogues et de comprimés psychotropes à Birtouta

La Brigade de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Birtouta a procédé au démantèlement d'une bande de trafiquants de drogues et de comprimés psychotropes dans la ville d'Ouled Chebel, a indiqué vendredi un communiqué des services de Sûreté de la wilaya d'Alger. "L'opération est intervenue suite à un signalement auprès de la Cellule de communication et de relations publiques, à travers l'application Messenger de la page officielle de la Sûreté d'Alger, qu'une bande criminelle s'adonnant à la consommation d'alcool sur la voie publique, créant un climat d'insécurité au niveau de l'un des quartiers d'Ouled Chebel dans la circonscription administrative de Birtouta",

précise le communiqué. Les investigations ont conduit à "l'arrestation de cinq (5) suspects et à l'identification d'un autre en état de fuite, tous repris de justice, originaires de la wilaya d'Alger", ajoute la même source. L'opération s'est également soldée par "la saisie de 266 comprimés psychotropes de différents types, de trois (3) morceaux de cannabis, de couteaux, et de sommes d'argent issus des revenus de vente de ces poisons". Les mis en cause seront déferés devant le Parquet territorialement compétent, pour "constitution d'une bande de quartiers, création d'un climat de terreur, exposition de la vie d'autrui au danger, et possession d'armes blanches, de drogues et de comprimés psychotropes aux fins de trafic, conclut la source.



Batna: saisie de deux armes à feu et de 132 cartouches

Les éléments de la sûreté de wilaya de Batna ont saisi deux armes à feu et 132 cartouches, 1822 comprimés psychotropes et 11 faux billets de banque dans des opérations distinctes, a-t-on indiqué vendredi dans un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. La première opération a été menée par les éléments de la Police judiciaire de Batna-1 qui ont arrêté un individu s'adonnant au trafic d'armes et de munitions. Un pistolet de fabrication artisanale en sa possession a été saisi, a-t-on précisé. Munis d'un mandat de perquisition, les éléments de la Police judiciaire ont procédé à la fouille du domicile du suspect, à la cité Bouakal-3, où ils ont mis la main sur une autre arme de même type et de 132 cartouches de calibre 16 mm et 12 mm, selon le document de la sûreté de wilaya. Les policiers ont effectué une autre opération, au cours de laquelle ils ont saisi 1699 comprimés psychotropes en possession de deux individus qui ont été arrêtés à la cité Bouakal et à l'évitement-sud "Poids lourds" de Batna, où ces produits prohibés étaient écoulés. Les éléments de la police ont saisi également cinq (5) grammes de drogue, une bombe lacrymogène, ainsi que 453500 DA, produits de la vente, a-t-on souligné.

Ericsson va supprimer 8 500 emplois dans le monde

Le groupe suédois de l'équipement télécom Ericsson a annoncé vendredi supprimer 8 500 emplois dans le monde, dans le cadre d'un plan de réduction des coûts alors que le groupe fait face à des difficultés financières. Le groupe, qui employait 105 000 personnes dans le monde en 2022, avait publié des résultats annuels décevants pour l'année 2022, en raison du ralentissement des dépenses 5G des exploitants, dans un contexte de ralentissement de l'économie mondiale et de l'inflation. Selon Ericsson, la majorité des suppressions d'emploi seront mises en oeuvre au cours de la première moitié de l'année 2023, les suppressions restantes étant prévues pour l'année 2024. Ces suppressions viennent après l'annonce fin 2022 d'un plan d'économie de 820 millions d'euros. En 2022, le groupe avait enregistré une chute de 39% de son bénéfice net, à 6,2 milliards de couronnes (environ 561 millions d'euros).

Décès d'une fillette malade de la grippe aviaire au Cambodge

Une jeune fille de onze ans est morte après avoir contracté la grippe aviaire, ont annoncé les autorités sanitaires du Cambodge, où il s'agit du premier décès depuis 2014 lié à cette maladie animale qui se transmet rarement aux êtres humains. La fillette, originaire de la province de Prey Veng (sud-est), est tombée malade le 16 février dernier, avec des symptômes de fièvre, de toux et de gorge sèche, a indiqué mercredi l'agence gouvernementale de veille sanitaire (CDCD). Elle est ensuite décédée à un hôpital pour enfants de la capitale Phnom Penh, selon la source officielle qui ne précise pas le jour. Elle était "positive au H5N1", une souche de la grippe aviaire hautement contagieuse chez les oiseaux, a constaté le CDCD. L'Organisation mondiale de la santé



(OMS) a appelé à la vigilance, début février, face au risque de transmission de la grippe aviaire à des mammifères, après des cas détectés chez des renards,

loutres ou lions de mer. Mais les exemples d'êtres humains contaminés restent rares, avec 868 cas confirmés de H5N1 ces vingt dernières années,

pour 457 décès, selon l'OMS. Au Cambodge, aucun cas chez l'homme n'a été recensé entre 2015 et 2022, d'après l'agence onusienne, contre 30 décès entre 2010 et 2014. La grippe aviaire peut se transmettre en cas de contact avec des oiseaux. Depuis la fin 2021, l'Europe est aux prises avec sa pire épidémie de grippe aviaire, qui circule aussi sur le continent américain. Cela a conduit à l'abattage de dizaines de millions de volailles domestiques dans le monde, dont beaucoup sont porteuses de la souche H5N1.

États-Unis : la Covid-19 est la sixième cause de décès en janvier

La Covid-19 est la sixième cause de décès aux États-Unis au mois de janvier de l'année en cours, a indiqué vendredi le Centre américain de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Le gouvernement fédéral des États-Unis a annoncé des plans visant à mettre fin à l'urgence de santé publique liée à la Covid-19 pour le 11 mai. Le même organisme a indiqué que la Covid-19 restait une priorité de santé publique compte tenu du fait qu'elle a impacté tous les aspects de la vie quotidienne, contribuant au recul de l'espérance de vie. Cette épidémie constitue une question de santé publique critique, a estimé le CDC, ajoutant qu'il restait important de se tenir à jour dans les vaccins contre la Covid-19, en particulier pour les personnes exposées à un risque élevé de maladie grave. Les États-Unis comptent actuellement en moyenne près de 33 700 nouveaux cas de Covid-19, 3 500 hospitalisations et 344 décès par jour, selon les chiffres du CDC.

MISE AUX POINGS

«L'Algérie est visée de toutes parts car c'est un pays qui n'accepte pas la soumission et le citoyen algérien est fier de son État qui avance la tête haute parmi les nations.»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Dimanche 26 février 2023

14 °C / 8 °C

Dans la journée : Averses
Vent : 32 km/h
Humidité : 65%

Dans la nuit : Nuageux
Vent : 18 km/h
Humidité : 73 %

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Dimanche 5 chaâbane 1444

Dohr : 13h01

Assar : 16h11

Maghreb : 18h42

Ïcha : 20h01

Lundi 6 chaâbane

1444

Sobh : 05h56

Chourouk : 07h22

LEUR BUS A CHUTÉ DANS UN RAVIN D'ENVIRON 150 MÈTRES SUR L'AXE MENANT VERS LA STATION CLIMATIQUE DE TIKJDA

10 morts et 30 blessés sur la route à Bouira

Un grave accident de la circulation est survenu, ce vendredi, aux environs de 16h30, sur le tronçon de la Route nationale 33 reliant le chef-lieu de la wilaya de Bouira et la station climatique Tikjda, à hauteur de la commune de Haizer.

L' accident s'est produit lorsqu'un bus de transport de voyageurs, immatriculé à Alger, avec à son bord 35 personnes issues de la capitale (en route pour visiter la station climatique sus-citée), a fini sa course au fond d'un ravin d'environ 150 mètres, suite à un dérapage. Le drame s'est soldé, malheureusement par la mort d'au moins 10 passagers pendant que 30 autres s'en sont sortis avec des blessures graves. Au moment où nous rédigeons ces lignes, 28 blessés parmi lesquels des femmes, des enfants et des hommes, reçoivent les traitements médicaux nécessaires au niveau de l'hôpital Mohammed-Boudiaf de la ville de Bouira. Tandis que deux autres ont été évacués vers un hôpital de la capitale vu la gravité de leurs états de santé. Les corps sans vie des victimes de ce grave accident ont été placés à la morgue de la même enceinte hospitalière avant qu'ils ne soient transférés vers la région d'Alger pour leurs enterrements.

SAÏHI ET MME KRIKOU AU CHEVET DES BLESSÉS

Hier, à la première heure de la journée, le ministre de la Santé Abdelhak Saihi et sa collègue de la Solidarité nationale, de la



Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou, se sont rendus à l'hôpital de la ville de Bouira où ils se sont enquis de l'état de santé de 28 blessés gardés sous observation médicale. Sur place, Saihi et Mme Krikou ont exprimé toute leur sympathie et solidarité avec les victimes de cet accident et leurs familles. Les deux ministres ont vivement salué les efforts des staffs médicaux mobilisés depuis pour assurer une meilleure prise en charge des blessés. « Je tiens à saluer les équipes de médecins, d'infirmiers et de psychologues qui se sont mobilisées en vue d'aider et de soigner les blessés », a déclaré le ministre de la Santé. Les deux ministres n'ont pas laissé passer l'occasion pour rendre un vibrant hommage à la population et les autorités de la wilaya de Bouira pour leur vaste élan de solidarité

pour aider les personnes blessées.

LE PRÉSIDENT PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES

À souligner que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté, à travers son compte Twitter, ses condoléances aux familles des victimes de cet accident de la circulation.

Par ailleurs, il convient de souligner qu'un élan de solidarité a été observé par la population de la wilaya de Bouira aussitôt l'information de l'accident a fait le tour de la région. Des centaines de citoyens se sont rendus sur les lieux du drame pour porter main forte aux blessés. D'ailleurs plusieurs blessés ont été transportés vers l'hôpital par des citoyens avant l'arrivée des éléments de la Protection civile. Des chirurgiens, des médecins, des infirmiers et infirmières ainsi que des psychologues exerçant sur le territoire de la wilaya se sont rendus à l'hôpital. Des centaines de citoyens se sont de leurs côtés rendus vers la même enceinte hospitalière pour le don de sang. Le premier magistrat de la wilaya en compagnie des directeurs de l'exécutif et des élus locaux sont restés au chevet des blessés et ont quitté l'hôpital à une heure tardive de la nuit.

Omar Soualah

JUSTICE TUNISIENNE

Amira Bouraoui condamnée à trois mois de prison

Entrée illégalement sur le territoire tunisien en fuyant de l'Algérie, avant de regagner la France grâce à l'intervention des barbouzes de la diplomatie française, la ressortissante algérienne Amira Bouraoui a été condamnée, en son absence, vendredi, par la justice tunisienne, à trois mois de prison. La mise en cause qui a été exfiltrée vers la France, avait été interpellée le 3 février sur le sol tunisien, alors qu'elle tentait d'embarquer pour la France, malgré une interdiction de sortie du territoire en Algérie. Elle avait été placée en détention provisoire jusqu'au 6 février, date à laquelle elle avait été remise en liberté par un juge.

R. S.

EFFONDREMENT DES ESCALIERS D'UN IMMEUBLE A BAB EL OUED

Six familles sauvées par la Protection civile

Six familles résidant dans la Commune de Bab El Oued, à Alger, ont eu de la chance, après avoir échappé à la mort, suite à l'effondrement d'un vieil immeuble. Les familles se trouvaient au deuxième et troisième étage d'un immeuble composé de 5 étages, classé rouge, dans le quartier des Frères Achache. L'effondrement d'un mur au cinquième étage a provoqué l'effondrement des escaliers entre le deuxième et le troisième étage. La Protection civile est intervenue pour sauver ces familles coincées suite à cet incident. Aucun blessé n'est à déplorer. Ce n'est pas la première fois que ce genre d'incident survient dans la capitale, en dépit des alertes lancées en vue de reloger des dizaines de familles dans des logements décents, ou au moins, restaurer leurs demeures. Un incident qui met une énième fois à nu l'incompétence de certains dirigeants chargés d'assurer la rénovation des immeubles classés rouge, mais qui, continuent d'être habités par bon nombre de familles. Un drame évité de justesse, mais qui n'omet pas d'alerter les autorités sur ces risques permanents, qui continuent de prendre des vies.

H. S. A.

SALON DE L'EMPLOI « EMPLOITIC CONNECT »

Grande affluence des jeunes dès l'ouverture

Dès son ouverture hier le salon de l'emploi « emploitic connect », au Palais de la culture a vu une file d'attente très longue de jeunes attendant le cachet d'accès au salon, pour ce 10e rendez-vous, en quête d'opportunités de carrière, ces jeunes veulent avoir des entretiens d'embauche avec les 150 exposants présents à l'événement. Avec le slogan « Décroche ton futur emploi & booste ta carrière ! » le salon propose 2000 offres d'emploi pour plus de 20.000 visiteurs pendant deux jours. Placé sous le haut patronage des ministères de l'Economie de la Connaissance et des Startups, et de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, en partenariat avec Ooredoo et Cevital, le salon est une occasion pour rencontrer +50 entreprises offrant des opportunités d'emploi dans les nouveaux métiers de la technologie et du numérique et d'échanger avec des experts pour découvrir les métiers d'aujourd'hui et de demain. Durant ces deux jours l'événement offre aussi des ateliers, conférences et workshops animés par des experts du marché de l'emploi en Algérie pour explorer les différents métiers et opportunités d'emploi. Des conseils pratiques pour améliorer le CV. Parmi les exposants l'entreprise « Djezzy » l'opérateur téléphonique présent depuis 2001 a participé au salon plusieurs fois et la représentante de l'entreprise nous a déclaré que « le salon est assez efficace pour détecter des profils divers et souvent trouver le profil qu'on cherche parmi les candidatures déposées chez nous pendant le salon » précisant que pour cette année « on est à la recherche de profils d'étudiants en fin de cycle dans le domaine de technologie pour des emplois à temps partiel, ainsi que d'autres postes ». L'entreprise Bessa Promotion active dans le domaine de l'habitat résidentiel et des activités connexes participe pour la première fois au salon et propose des emplois divers, et la particularité de ces derniers c'est les postes d'ouvriers plombier, menuisier, peintre. La représentante de l'entreprise précise « toutes les candidatures concernant le domaine de la construction et du bâtiment sont les bienvenues ». La grande affluence sur le salon dès le premier jour laisse penser que deux jours ne seront jamais suffisants pour toutes ces personnes. L'accès aurait été plus fluide notamment dans des espaces plus grands que le Palais de la culture qui ne supportera jamais ce grand public qui faisait la queue déjà pour monter au palais par téléphérique. Une attente de deux heures pour rentrer à l'intérieur du palais laisse les personnes faire marche arrière. Ça aurait été plus judicieux de prendre un espace plus grand, ou bien de prolonger les jours d'exposition, ainsi laisser la chance aux jeunes habitants hors Alger afin que tout le monde en profite et tente sa chance pour trouver son début de carrière au salon.

M. Seghilani

SOUS-RIRE

La pénurie du lait en sachet s'installe à Bouira

